

# ***l'Anti*capitaliste**

n°229 | 13 février 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**HOLLANDE, MEDEF ET RÉACS, ÇA SUFFIT!**

# Organisons la révolte de gauche



## **Dossier**

***Le chômage au cœur  
de l'insécurité sociale***

**Pages 6 et 7**



**ÉDITO**  
**Pour bons et loyaux  
services... Page 2**

**PREMIER PLAN**  
**Notre-Dames-des-Landes:  
Ayrault, Vinci & co, dégage!**  
Page 3

**ACTU INTERNATIONALE**  
**Tunisie: la dernière ligne  
droite? Page 5**

**LIBRE EXPRESSION**  
**Entretien: l'austérité,  
un danger immédiat**  
Page 12



Par YVAN LEMAITRE

## Pour bons et loyaux services...

Hollande semble, sinon un président, du moins un homme comblé. Il est au plus bas dans les sondages, son gouvernement prend l'eau de partout, mais tout va bien. Il s'est promené aux USA dans les pas de La Fayette, Obama lui a déroulé le tapis rouge, l'a invité à la Maison blanche et lui a offert de signer avec lui une tribune publiée dans *le Monde* adressée à toute la planète... Certes, Obama n'est plus qu'un président en difficulté dont le radicalisme progressiste est largement émoussé pour ne pas dire déconsidéré et cède la place à un président de la finance défendant les intérêts de la première puissance capitaliste du monde. «*Une alliance transformée*», titre leur tribune. Transformée? C'est beaucoup dire, là encore Hollande marche dans les pas de Sarkozy, avec zèle, pour que l'impérialisme de seconde zone qu'est la France trouve sa place à l'ombre de la première puissance mondiale. «*Plus qu'ailleurs, c'est peut-être en Afrique que notre nouveau partenariat trouve son expression la plus visible*» écrivent-ils et de citer le Mali, «*tout le Sahel*», la République centrafricaine, «*tout le continent, du Sénégal à la Somalie*». Obama confie à Hollande le maintien de l'ordre dans les anciennes colonies françaises. Et Hollande est tout fier de pouvoir être associé à ces nations qui «*partagent le poids et le prix du leadership*», qui «*prennent leurs responsabilités pour garantir la sécurité et la paix dans le monde et faire progresser la liberté et les droits de l'homme*». Plutôt, en vérité, maintenir leur ordre libéral et impérialiste face à un monde où la concurrence entre les puissances s'exacerbe. «*Un pays ne peut pas à lui seul venir à bout des défis transnationaux*», et Hollande se place pour que la France trouve son rôle dans les tensions internationales afin de défendre les intérêts de ses multinationales. En Afrique mais aussi au Moyen-Orient, où elle courtise l'Arabie saoudite et fait du zèle contre l'Iran pour le plus grand plaisir d'Israël... Alliance impérialiste et aussi libérale, «*parallèlement au nouvel élan imprimé à notre alliance sur la scène mondiale, nous cherchons à approfondir notre relation économique*» pour développer un «*partenariat pour le commerce et l'investissement*» entre l'Union européenne et les États-Unis, écrivent-ils évoquant les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique qui vise à consolider la domination des vieilles puissances impérialistes face à leurs concurrents contre les travailleurs et les peuples. Hollande est heureux, il est reconnu par les USA pour bons et loyaux services auprès de ses amis de la haute finance dont il commence à connaître les visages...

## BIEN DIT

Nous sommes un journal, pas un restaurant, pas un réseau social, pas un plateau de télé, pas un bar, pas un incubateur de start up.

LES SALARIÉS de Libération, le 8 février 2014

## À la Une

# Pour «un week-end de révolte de gauche»!

*Il y a urgence, urgence pour réagir aux attaques de la droite et de l'extrême droite, urgence, à gauche, pour s'opposer à ce gouvernement. C'est le sens de l'appel d'Olivier Besancenot à un «week-end de révolte de gauche» et de la lettre ouverte du NPA «aux travailleuses et travailleurs, aux jeunes, aux organisations syndicales et politiques qui ne participent pas à la majorité gouvernementale».*

La situation politique prend des allures «*d'années trente au ralenti*», sans la violence des chocs sociaux et politiques de l'époque. La solution fasciste n'est pas à l'ordre du jour pour les classes dominantes. Elles sont profondément intégrées dans la globalisation capitaliste. Mais la crise du système capitaliste est là, bien là, en Europe et en France, et cela va durer. Au-delà de tel ou tel indicateur, la croissance est à moins de 1%, près de 6 millions de personnes sont touchées par le chômage, près de 8 millions sont au-dessous du seuil de pauvreté. Les conditions de vie et de travail du plus grand nombre s'aggravent chaque jour. La précarisation de millions d'emploi provoque des processus de dislocation des classes populaires. C'est le terreau sur lequel prospère la décomposition sociale, politique idéologique. La France réactionnaire est à l'offensive. Mais plus, pour la première fois depuis longtemps, les fascistes ont rassemblé plusieurs milliers de personnes à Paris en hurlant leur haine de la gauche, des homosexuels, des juifs, des musulmans. Ils exigent la remise en cause de toute une série de droits sociaux et démocratiques comme le droit à l'avortement. Cette radicalisation à droite est la conséquence de la politique d'un gouvernement qui ne cesse de faire des concessions au patronat et aux partis



réactionnaires. Dernière exemple en date, la capitulation en rase campagne du gouvernement sur la PMA (procréation médicalement assistée).

### Stoppons ce gouvernement PS-Medef

Au-delà des discours, le gouvernement Hollande n'a cessé depuis son accès au pouvoir de faire la politique des marchés financiers et du patronat. Aujourd'hui, il passe à la vitesse supérieure, en augmentant les aides aux patrons, en démantelant un pan de la Sécurité sociale, et en préparant de

nouvelles réductions budgétaires. Il y a même un tournant: c'est une forme d'union nationale particulière, la recherche d'une alliance politique entre le gouvernement et les organisations patronales. Il n'est pas exagéré, aujourd'hui, de parler de gouvernement PS-Medef. Et c'est cette combinaison d'un gouvernement socialiste au service direct du patronat et d'une radicalisation de la droite et de l'extrême droite, qui débouche sur une situation dangereuse, pour les classes populaires et le mouvement ouvrier.

Oui, dans ces conditions, il y a urgence, contre la droite et les fascistes, mais aussi dans la construction d'une large opposition de gauche à la politique d'austérité du gouvernement. Il faut redonner espoir et combativité aux travailleurs et à la jeunesse, en faisant reculer le gouvernement, et en créant les conditions pour imposer une autre politique, une politique de rupture avec l'austérité capitaliste.

### Reprenre l'initiative

Mais c'est dans l'action, la mobilisation, la construction d'un nouveau rapport de forces où le camp des travailleurs et de la gauche non gouvernementale reprend l'initiative, que l'on peut inverser la tendance politique actuelle. C'est dans ce cadre que nous proposons l'organisation d'un week-end de révolte de gauche. Pour préparer cette riposte le NPA s'adresse à l'ensemble des organisations qui ne participent pas à la majorité gouvernementale, mais il s'agit aussi de construire un mouvement d'en bas qui rassemble les jeunes, les travailleurs et les militants. Partout, sur nos lieux de travail ou d'études, dans nos quartiers, dans nos communes, dans nos villes, tous ensemble, préparons la riposte, contre la droite et l'extrême droite, et pour stopper la politique du gouvernement et du Medef.

François Sabado

JO DE SOTCHI

## Poutine le grand et hypocrisie officielle



Vladimir Poutine a donc ses jeux. Une belle démonstration de la puissance retrouvée tant sur le plan économique que diplomatique. Le CIO lui offre de bon cœur ce magnifique cadeau pour vanter ses propres mérites comme ceux de la Russie éternelle... L'instance internationale n'est pas très regardante sur la morale, du moment qu'elle y trouve son compte...

«*Je déplore le double langage qui consiste à vendre des trains, des avions de chasse ou des bateaux de guerre à certains pays pour snober ensuite la cérémonie d'ouverture d'un événement sportif d'envergure mondiale qui y a lieu. Il faut être pragmatique si*

*l'on veut exporter, garder nos usines ouvertes...*» Pour insupportables que puissent sembler les propos de Jean-Claude Killy, président de la commission de coordination des Jeux Olympiques, sa franchise vient casser les reins des minables contorsions du gouvernement. Comment

# Un monde à changer

**SUISSE.** Les souverainistes de droite et d'extrême droite de toute l'Europe ont fait la fête, en ce début de semaine. Le référendum helvétique leur apparaît comme un triomphe de leurs idées. La votation sur un texte dit « *contre l'immigration de masse* » avait été lancée par le parti mal nommé « Union démocratique du centre » (UDC), situé entre la droite et l'extrême droite, qui exploite depuis un quart de siècle le filon d'un nationalisme isolationniste. Ce parti a réuni 28% des voix il y a quelques années, avant de tomber à 25,8% aux législatives d'il y a deux ans. Le texte qu'il avait soumis au vote, par voie d'initiative populaire, vise à instaurer des quotas pour l'immigration. Cela mettra fin à la liberté de circulation des personnes, garantie aux ressortissants de l'Union européenne depuis des accords négociés en 1999 et entrés en vigueur depuis 2002. Les quotas

s'appliqueront à la fois aux demandeurs d'asile et réfugiés – ce qui viole un droit fondamental – et aux ressortissants européens qui viennent travailler en Suisse. Patronat et syndicats avaient combattu le texte. Sur 26 cantons (ici : États fédérés) que compte la Suisse, 9 ont rejeté le texte soumis au référendum ; parmi eux, les cantons francophones, où le nombre de travailleurs transfrontaliers est de loin le plus élevé. Les grandes villes Bâle et Zurich ont aussi voté contre. En revanche, 17 cantons ont voté pour, les plus forts taux d'approbation se trouvant dans le centre géographique du pays, où il n'y a quasiment pas de transfrontaliers ni d'immigrés. Dans sa réaction au résultat de la votation suisse de ce dimanche 9 février, le dirigeant UMP François Fillon a considéré qu'il était « naturel » qu'un pays « *veuille réduire le nombre d'étrangers sur son territoire* »...

## NOTRE-DAMES-DES-LANDES **Ayrault, Vinci & co, dégage!** Tous et toutes à Nantes le 22 février

*Il y a un an, l'État retirait piteusement ses 1200 policiers et gendarmes dépêchés pour vider la ZAD. Les opposantEs avaient fait preuve d'une détermination et d'une cohésion exemplaires malgré leur hétérogénéité : agriculteurs, riverains, écologistes, forces de la gauche alternative... Refusant de se laisser diviser entre « opposants responsables » et « casseurs violents », cette coalition mettait en échec les gesticulations sécuritaires de Valls et s'attirait une large sympathie dans l'opinion, obligeant le gouvernement et les bétonneurs à une pause.*

Aujourd'hui, même si l'approche des municipales oblige le PS à une certaine prudence, la situation se tend. Les différents recours déposés devant les instances de l'État bourgeois ont évidemment donné raison à ce dernier, et le préfet de la Loire-Atlantique a signé en décembre les arrêtés préparatoires au lancement des premiers travaux. La police, quasiment invisible ces 12 derniers mois, se montre de plus en plus présente autour de la ZAD et le harcèlement procédurier de Vinci se poursuit contre les occupantEs. C'est dans ce contexte qu'une manifestation est appelée à Nantes le 22 février. Dans la lignée de la chaîne humaine du 11 mai et du festival militant des 3 et 4 août (événements qui avaient chacun

rassemblé près de 40 000 participantEs), il s'agit d'une échéance nationale rassemblant les acteurs locaux de la lutte et leurs soutiens. Une échéance politique d'autant plus importante qu'elle se déroule dans la ville du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, premier pourvoyeur du projet. Plus que jamais, mettons en échec l'aéroport et son monde, celui du béton comme seul avenir et du profit comme unique moteur!

### Pour une perspective anticapitaliste

Le NPA, membre du collectif des organisations contre l'aéroport, ne peut que soutenir cette initiative, et cela d'autant plus que le climat politique actuel est particulièrement propice au détournement de la lutte vers les



impasses institutionnelles, régionalistes, corporatistes. Les élections municipales aiguisent les appétits, notamment à ÉÉLV, et le leader des bonnets rouges, Christian Troadec nous refait le coup de l'union sacrée entre les classes sociales, appelant « *les paysans, les ouvriers [...], les petits entrepreneurs, commerçants, artisans, l'ensemble*

*des citoyens* » bretons à la manifestation du 22. D'où la nécessité d'afficher une perspective résolument anticapitaliste. Nous ne luttons pas pour que les patrons, grands ou petits, de Bretagne ou d'ailleurs, puissent continuer d'exploiter et de licencier tranquillement après avoir défilé. Nous n'accordons aucun crédit aux élus

qui jurent être contre le projet mais refusent de s'opposer au gouvernement qui le porte, préférant les négociations feutrées au rapport de forces direct.

Nous voulons une société débarrassée de l'oppression que le capital fait peser sur les humains et sur l'environnement, une société où les besoins de la majorité passent avant les intérêts de quelques-uns. Faire reculer le gouvernement et les capitalistes sur Notre-Dame-des-Landes constituerait un formidable encouragement aux luttes en cours et en germe. Ni travaux, ni expulsions : l'aéroport c'est toujours non!

**Comités NPA de Nantes et Saint-Nazaire**  
Informations pratiques pour la manifestation :  
<http://22fevrier2014.blogspot.com>  
<http://www.annonces-ndl.org>

## Le chiffre

# 2,2 millions

C'est selon le ministère du Travail le nombre de salariés – soit 10% du total – exposés à au moins un produit cancérigène. Parmi eux, 800 000 sont exposés aux gaz d'échappement des moteurs diesel, 540 000 aux huiles minérales entières, 370 000 aux poussières de bois et 300 000 à la silice cristalline. La moitié des salariés exposés le sont plus de deux heures par semaine et 15% plus de 20 heures.



## Agenda

**Jeudi 13 février, "événements de la Brèche", Paris.** Présentation du n°5 de la revue *Drapeau rouge* par l'association RaDAR, à partir de 18h30 à la librairie la Brèche.

**Vendredi 14 février, réunion publique du NPA, Clermont-Ferrand.** Avec Christine Poupin, à 20h, salle Chanteranne, 188 ter rue Champfleuri.

**Samedi 15 février, débats pour l'émancipation, Paris.** Débats autour du livre d'Olivier Besancenot *la Conjuración des inégaux* avec de nombreux intervenantEs, à partir de 14h, au 61 rue Violet, Paris 15°.

**Samedi 15 février, repas solidaire du NPA, Nanterre.** Spécial souscription du NPA, à partir de 19h30, salle du parc des Anciennes-Mairies, 11 rue des Anciennes-Mairies.

**Jeudi 20 février, "événements de la Brèche", Paris.** Rencontre avec Paola Salwan Daher, autour de son roman *Oublier Alep*, à 19h à la librairie la Brèche.

## NO COMMENT

*La sanction ce sera le regard de la nation dans toutes ses composantes*

ARNAUD MONTEBOURG, interrogé sur les sanctions des patrons qui empocheraient le pactole du pacte de compétitivité sans embaucher, botte en touche : le gouvernement ne prendra donc aucune sanction! Cité dans *les Échos* du lundi 10 février 2014

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

nous faire gober la « *pré-occupation* » française face à la récente loi contre « *la propagande homosexuelle* », voire même le rôle de Moscou en Ukraine ou en Syrie? L'absence de François Hollande en semble presque comique d'autant plus que la cérémonie d'ouverture des JO d'hiver n'a jamais été, contrairement à leur grand frère estival, un passage obligé pour les chefs d'État. Il est aussi surtout vrai que le mouvement olympique n'a pas vraiment de leçon de cynisme à donner au monde politique. La charte olympique sert plus à indiquer le cahier des charges au pays hôte qu'à promouvoir des valeurs universelles. Les belles déclarations victorieuses

sur les garanties obtenues dans les strictes limites du village olympique pour les sportifs gays et leurs « *accompagnateurs* » rappellent, toute proportion gardée, la saisissante fausse naïveté du CIO qui en 1936 se vantait des gages donnés par Hitler quant aux athlètes juifs. Les tenants de la critique du sport, rassemblés dans la revue *Quel sport?* peuvent dès lors, à raison, souligner l'hypocrisie générale et ambiante : « *Est-il, dès lors, moralement acceptable d'invoquer le "droit" des athlètes à "réaliser leurs rêves" au prix d'une présence complice au banquet olympique d'un autocrate sans scrupule? Est-il souhaitable que les régimes parlementaires occidentaux*

*sacrifient une fois encore les valeurs humanistes et les droits de l'homme sur l'autel des performances sportives et des intérêts des multinationales? (...) Pour Sotchi comme pour Pékin, Séoul, Moscou ou Berlin auparavant, les vrais héros de l'olympisme seront ceux qui ne participeront pas à la légitimation d'une dictature.* »

**L'universalisme... du fric**  
Il existe d'autres réalités masquées au-delà de ces considérations politiques. Les JO d'hiver, peut-être encore plus que ceux d'été, révèlent la question de l'utilité sociale de cet événement. Quel universalisme pour une discipline comme le biathlon, quelle pérennité pour une piste

de saut à ski? Sans oublier l'impact écologique dramatique d'une telle débauche de béton en pleine nature. Car en l'occurrence, ces jeux les plus chers de l'histoire (on parle de 42 milliards d'euros en tout) ont profondément défiguré le paysage. Le CIO n'a jamais prétendu servir les peuples, mais l'intérêt « *supérieur* » du sport. D'où ce pseudo-vernis apolitique qui passe si bien dans les médias et cette capacité à imposer ses diktats aux États, tout en prenant bien soin de ne pas « *interférer* » dans leurs « *affaires intérieures* ». En 1956, le mouvement olympique ne se soucia, depuis Sydney, que du sort de la délégation hongroise pendant le carnage

de Budapest. Aujourd'hui sa crainte du « *terrorisme* » cache son refus de poser les questions qui fâchent sur la situation au Caucase ou sur la conception de la « *démocratie* » de ce si sympathique et sportif maître du Kremlin. En cela le sport n'est certainement pas l'opium du peuple (ou alors plutôt un lithium) pas plus qu'une nouvelle religion. Juste une belle entreprise très rentable avec ses petites spécificités et ses grandes largesses, qui sait payer de son silence la générosité de ses hôtes, tout en essayant de conserver sa clientèle captive. Préparez-vous, dans quatre ans, la Russie accueille le mondial de foot...  
**King Martov**

SEMAINE ANTICOLONIALE 2014

# À ne pas manquer



La semaine anticoloniale et antiraciste, qui est désormais une quinzaine, se déroulera cette année du 14 février au 3 mars. Son seul intitulé devrait suffire à indiquer que nous devons comme chaque année y prendre toute notre part.

La «semaine» s'ouvrira par le salon anticolonial, les 15 et 16 février<sup>1</sup> toujours aussi alléchant en termes de débats, musique, animations, stands. Elle se clôturera par une manifestation le 1<sup>er</sup> mars, à partir de la place de la République dont le cœur de cible sera la dénonciation de l'intervention colonialiste en Centrafrique contre laquelle le réseau Sortir du colonialisme, initiateur de la «semaine», s'est pleinement engagé, avec une forte implication du NPA. Occasion pour nous d'appeler une fois de plus, et avec force, au retrait des troupes françaises, et plus généralement à la fin complète de la présence militaire française en Afrique, d'un interventionnisme qui ne tend qu'à installer et soutenir des dictateurs corrompus, et d'une politique de prédation, via nos grandes entreprises, des richesses de ce continent. Il ne saurait être question ici d'énumérer les très nombreuses manifestations auxquelles donnera lieu cette quinzaine. Le programme complet est d'ailleurs accessible sur anticolonial.net

Dans le cadre du salon, ne manquons toutefois pas de signaler le débat «Armée française et Franc-Afrique» animé par Survie. De même, la brutalité et la dangerosité de la campagne d'extrême droite «jour de retrait de l'école», confortée d'une certaine manière par le positionnement à côté de la plaque du gouvernement, incitent-elles à aller écouter Christine Delphy parler du «féminisme décolonial». Quant au débat *Oslo 20 ans* avec Pierre Stambul, de l'UJFP, il est susceptible de représenter un excellent remède contre la dieudonnie, dont les très mauvaises recettes du docteur Valls ont fait un mal endémique. On citera aussi la campagne BDS, objet d'une désinformation particulièrement pernicieuse. Le colloque sur les enjeux actuels des indépendances interdites (Comores/Mayotte, Nouvelle Calédonie/Kanaky, Polynésie) ou la Journée des peuples encore colonisés par la France seront d'autres occasions de balayer au plus près de notre porte.

L'habituelle Assemblée des peuples sans État viendra en écho à la manifestation de janvier en mémoire des femmes kurdes assassinées à Paris. Et le rassemblement de soutien au peuple sahraoui (aux Invalides) sera suivi, le soir même, d'une soirée Sahara occidental et Palestine : état de la colonisation et luttes sur place.

Une soirée mérite toute notre attention, c'est celle du 24 février<sup>2</sup> dont le NPA a pris l'initiative, et qui a pour ambition de traiter du racisme anti-Roms. L'occasion de faire le point sur la répression spécifique dont ils sont devenus la cible. L'occasion aussi d'analyser la fonction de ce racisme, et de nouer des contacts militants pour le combattre. Cette soirée sera animée par le collectif la Patate chaude<sup>3</sup> et commencera à 18 heures avec le film de José Vieira, *le Bateau en carton*. Elle sera suivie d'un débat en présence de Saimir Mile (président de la Voix des Roms), Umberto Guerra (président de Rromeurope), Etienne Liebig (auteur du livre *De l'utilité politique des Roms*) et de Martin Olivera (de l'association Urba Roms).

**Yvon Sellier et François Brun**

1 - À La Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup>

2 - À l'Espace Jean Dame, 17 rue Léopold-Bellan, Paris 2<sup>e</sup>

3 - Contact : collectifif16septembre.wordpress.com

RWANDA

## La France complice du génocide

Nous commémorerons bientôt le vingtième anniversaire du génocide au Rwanda. Depuis le 4 février et jusqu'au 14 mars inclus, la Cour d'assises de Paris doit juger un ancien co-responsable de ce génocide.

Du soir du 6 avril jusqu'à la fin juin 1994, des milices racistes composées par des membres de la population Hutu – les «Interahamwe» – et les forces armées de l'État rwandais ont massacré méthodiquement les membres de la minorité Tutsi. Entre 800 000 et un million de personnes ont été tuées dans ce génocide, le plus récent de l'histoire.

### Un procès qui devrait être celui des responsables

Des procès contre des génocidaires rwandais ont déjà eu lieu aux États-Unis, au Canada, en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Et, bien sûr, devant le Tribunal international pour le Rwanda – TPIR – basé à Arusha, en Tanzanie, qui a cessé de fonctionner aujourd'hui (sauf pour les décisions en appel dont les dernières sont attendues en 2015). Mais jamais encore en France, devant les tribunaux du pays qui en a été le principal complice. Pascal Simbikangwa a été arrêté en 2008 à Mayotte, devenue depuis un département français dans l'océan Indien. Non pas pour des faits de génocide, mais parce qu'il s'y était livré à un trafic de faux papiers. Une fois identifié, le Rwanda avait réclamé son extradition, mais en vain. La France, qui héberge un bon nombre d'anciens dirigeants rwandais à l'époque du génocide – jusqu'à la veuve du président rwandais Juvénal Habyarimana, Aujourd'hui, Agathe Habyarimana s'est vu refuser le statut de réfugié qu'elle avait réclamé (en raison de son implication politique dans les crimes du génocide), mais mène une existence de «sans papiers de luxe». Simbikangwa avait intégré la Garde présidentielle du régime rwandais en 1986, mais un accident



de voiture l'a cloué à un fauteuil roulant à partir de 1988. En 1994, il était membre du groupe Akazu – noyau dur opaque du régime, dont faisait aussi partie l'épouse du président –, et il lui est reproché d'avoir dirigé des escadrons de la mort. Il est aujourd'hui accusé d'avoir surveillé des barrages sur lesquels étaient identifiés et assassinés les Tutsis, pendant le génocide, et d'avoir distribué des armes aux miliciens.

### Les preuves de la complicité

Les tueries du génocide avaient commencé une demi-heure après la mort du président Habyarimana, après avoir été minutieusement préparées au moins deux ans auparavant. Les machettes, arme principale des tueurs, avaient été commandées en grosse quantité en Chine à l'été 1993, avec un prêt garanti par la BNP. La France soutenait alors à fond le régime

rwandais, au sein duquel grandissait la force raciste du «Hutu Power» qui allait commettre le génocide. Aux yeux du président François Mitterrand, le FPR (Front patriotique rwandais), guérilla dont l'ossature était composée de Tutsis auparavant chassés du Rwanda ou nés en exil dans les pays voisins, constituait une menace pour la zone d'influence française en Afrique : le fameux «précarré». Pire : le GIR ou Gouvernement intérimaire rwandais, le régime qui organisa le génocide tout au long de ces 100 jours sombres, fut formé dans les locaux de l'ambassade française à Kigali, le 9 avril 1994. Contrairement à une vision parfois répandue en France, le génocide n'avait rien d'inorganisé, et encore moins de «colère spontanée contre les Tutsis». Entre la mort du président Habyarimana et la formation du GIR, entre le 6 et le 9 avril, eut d'ailleurs lieu un

putsch organisé notamment par la Garde présidentielle. Le Rwanda n'était pas un pays sans direction après la mort d'Habyarimana, mais la Première ministre Agathe Uwilingiyimana – opposée au génocide – fut froidement assassinée, avec tous ceux, même Hutus, qui gênaient les plans des tueurs. Le rôle de la France au Rwanda fut sinistre, mais certaines questions sont encore sans réponse notamment, le rôle de l'ex-gendarme de l'Élysée Paul Barril. Il débarqua à Kigali en plein génocide, le 6 mai, titulaire d'un contrat avec le GIR baptisée «Opération insecticide». Sachant que les Tutsis furent alors qualifiés de «punaises» par les tueurs, cela fait froid dans le dos. Pourtant, beaucoup reste à éclaircir sur son rôle exact, et notamment les trafics d'armes entre certains Français et le gouvernement du génocide.

**Bertold du Ryon**

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

## L'acharnement continue

À l'instar de ses homologues de Calonne-Ricouart et Grenay (Pas-de-Calais), Marc Everbecq, maire communiste de Bagnolet, avait pris la décision courageuse de faire voter par le conseil municipal du 12 décembre 2013, la nomination de Georges Abdallah comme Citoyen d'honneur de la ville qu'il administre, afin de «faire grandir l'exigence de sa libération».



Cette décision prise en toute souveraineté était immédiatement l'objet d'une campagne de dénigrement orchestrée par le PS, l'UMP, un conseiller EÉLV, et le CRIF. Le 16 janvier le harcèlement commençait sous forme d'interdiction formulée par la communauté d'agglomération gérée par le PS de tenir un meeting de soutien à Georges Abdallah dans une salle réservée par le Groupe des Associations de Bagnolet (GAB). C'est donc dans la salle d'honneur que se tenue la réunion qui fut un grand

succès. Ne désarmant pas, la coalition entamait alors une procédure (rarissime) d'annulation de la décision prise par le conseil municipal devant le tribunal administratif. L'audience du 31 janvier a donc décidé sous la pression de suspendre la nomination de Georges Abdallah. Le prétexte invoqué par les sionistes et leurs complices était que Georges Abdallah n'avait pas «rendu de services particuliers pour la ville de Bagnolet»... Mais quels services Gilad Shalit, le soldat de l'armée sioniste, avait-il rendus à Paris pour que Delanoé

en fasse son citoyen d'honneur ? Quelles protestations alors des UMP, PS, Licra et consorts ? Alors que Georges Abdallah purge sa trentième année de détention pour sa participation au combat révolutionnaire et son soutien au peuple palestinien, que Bonnet l'ancien responsable de la DST lui-même condamne l'attitude de la France, la détermination des gouvernements français et étatsunien reste intacte pour le laisser croupir à vie dans les prisons françaises, pour la plus grande satisfaction des organisations sionistes.

Le soutien à la campagne pour la libération de Georges Abdallah, au cours des derniers mois, s'est considérablement développé, au plan français comme au niveau international...mais reste insuffisant. À l'occasion des élections municipales les collectifs pour la libération de GIA feront entendre leur voix et interpellent les municipalités susceptibles de multiplier les initiatives comme celles de Bagnolet ou du Pas-de-Calais. Ensemble, nous pouvons faire grandir la mobilisation !

**Alain Pojolat**

# TUNISIE La dernière ligne droite ?

Après un blocage de plusieurs mois, la situation en Tunisie semble, comme par enchantement, s'acheminer vers un début de dénouement de la crise révolutionnaire, favorable aux forces conservatrices.

L'adoption, le 27 janvier, par l'Assemblée constituante de la nouvelle Constitution, le vote de confiance, deux jours après, d'un nouveau gouvernement, d'une part, et leur accueil très favorable par les sphères impérialistes, d'autre part, ont largement contribué à désamorcer la crise et à nourrir les illusions par rapport au nouveau gouvernement. Mais c'est surtout la décision du FMI, suivi en cela par l'Union européenne et la Banque mondiale (BM), de mettre fin à leur embargo financier contre la Tunisie, qui a le plus joué en faveur de la « trêve ». Le résultat est une enveloppe de nouveaux emprunts d'une valeur de 3,6 milliards de dollars, qui vont venir au secours du nouveau gouvernement; soit l'équivalent du cinquième du budget de l'État pour 2014.

## Les atouts du gouvernement Jomaâ

Les raisons de la joie exprimée des forces impérialistes sont, d'une part, l'épuisement du mouvement populaire, sous les effets conjugués de l'aggravation de la crise sociale et économique et de la montée de l'extrémisme islamique, qui a très fortement contribué à la dégradation de la situation sécuritaire et, d'autre part, l'absence d'alternative progressiste crédible. Il y a aussi le recul des deux forces politiques apparues à la faveur de l'insurrection révolutionnaire, surtout le parti islamiste Ennahdha, mais aussi, dans une certaine mesure, la coalition des forces de gauche et progressistes: le Front populaire. Enfin, le retour en force de plusieurs figures politiques de l'ancien régime, et la réactivation de plusieurs de ses réseaux et ramifications multiples.



Leur façade principale est le parti Nidaa Tounes.

Par ailleurs, et malgré le mouvement de contestation populaire qui a secoué la Tunisie, début janvier dernier, contre les nouvelles redevances qui ont touché le secteur des transports, le calme qui règne actuellement est assez significatif d'un profond désir, largement partagé, de retour au calme.

Le gouvernement de Mehdi Jomaâ dispose, contrairement au précédent, de plusieurs atouts. D'abord, il bénéficie d'une neutralité bienveillante de la part des principales forces politiques. Ensuite, Jomaâ bénéficie de l'appui de l'organisation patronale (Utica) et de celle, très importante, de la direction de la puissante centrale syndicale (Uggt). De plus, avec la manne inespérée de 3,6 milliards de dollars il pourra tenter d'acheter une « trêve sociale », jusqu'aux prochaines

élections, prévues pour la fin de 2014. Enfin, Jomaâ va avoir le vent en poupe, puisqu'il semble que le FMI soit prêt à revoir à la baisse ses exigences concernant les mesures d'austérité exigées de la Tunisie, en acceptant de les étaler sur une période plus longue, de juin 2015 à mars 2016. Le FMI ne veut pas risquer d'attiser de nouveau la colère sociale avant la date des élections. Si cela se confirme, Jomaâ pourra maintenir intact le large soutien politique dont il bénéficie. Il pourra aussi compter sur l'appui de la bourgeoisie moyenne, assez influente en Tunisie, qui a été très touchée par les retombées économiques et sécuritaires de la crise révolutionnaire.

La tâche essentielle de Jomaâ sera, avant tout, celle d'achever les grands chantiers des réformes structurelles voulues par le FMI et la Banque mondiale et qui

concernent les investissements étrangers, la fiscalité, le secteur financier (notamment la refonte des trois grandes banques publiques), la libéralisation du secteur agricole et celui des services, et surtout la libéralisation du transport aérien et des marchés publics...

## Fermer la parenthèse révolutionnaire ?

En somme, l'enjeu réel du gouvernement Jomaâ est de réussir à fermer la parenthèse historique ouverte par l'insurrection révolutionnaire, et d'imposer, de nouveau, la paix néocoloniale en Tunisie.

Jomaâ va-t-il réussir à donner le coup de grâce au mouvement révolutionnaire ? La réponse n'est pas facile. Elle dépend surtout de la capacité de la direction du Front populaire à corriger sa ligne politique et à revoir sa tactique et ses alliances, notamment, celle avec Nidaa Tounes. Cette direction doit aussi se débarrasser de l'idée désastreuse de croire qu'il est possible de réussir la transition démocratique, sans que le combat pour les libertés ne soit associé à celui pour les droits économiques et sociaux. La réponse dépend, surtout, de l'attitude de la direction syndicale et de sa base salariale face à la politique de Jomaâ et aux revendications soulevées par la révolution. En tout cas, seules deux options demeurent possibles en Tunisie, celle de la liberté et du progrès social qui a été rendue possible par la chute du dictateur, et celle, au contraire, du retour d'un pouvoir politique répressif comme complément indispensable du régime néocolonial dominant.

Tunis, le 11 février 2014  
Fathi Chamkhi

## CENTRAFRIQUE

# Ne pas exonérer les responsabilités de la France

Sangaris ne dérogera pas à la règle des interventions militaires françaises brèves et qui ... s'éternisent. Prévues pour une durée de six mois, l'opération en Centrafrique – de l'aveu même de Le Drian – sera « vraisemblablement prolongée » et va être l'objet d'un débat au Parlement.

Sûr que lors des débats, nous aurons droit à un auto-satisfecit du gouvernement qui est déjà repris en boucle par les médias, d'autant plus facilement que droite et gauche sont d'accord sur le principe même de l'intervention.

La situation en Centrafrique pourtant dément largement le contentement de Paris. Dès le début, l'intervention française a exacerbé la crise plutôt que de l'apaiser. En effet l'offensive des anti-Balakas, dont certains groupes sont des soutiens à l'ancien dictateur François Bozizé, a commencé le 5 décembre par une attaque simultanée aux trois endroits stratégiques de Bangui, jugeant l'arrivée des Français comme une aubaine pour reprendre le pouvoir. Si Le Drian se félicite de la stabilisation de la situation à Bangui, c'est tout simplement parce que la grande majorité des musulmans ont fui la capitale. La Seleka qui

s'était emparée du pouvoir s'est disloquée, et les groupes armés remontent vers le nord du pays en semant mort et désolation comme nous l'avions déjà pressenti il y a quelques semaines<sup>1</sup>.

De nombreuses critiques fusent, notamment celles de Human Rights Watch ou d'Amnesty International sur l'absence de protection des musulmans par les militaires français de Sangaris, à tel point que la CEEAC, la structure qui regroupe les États d'Afrique centrale « a appelé à plus d'impartialité dans le désarmement des milices ».

## Des divisions communautaires contre la population

La facilité de langage qui classe les anti-Balakas comme milices chrétiennes et la Seleka comme musulmane, ne doit pas nous conduire à lire le conflit comme religieux. La présence d'amulettes et de gris-gris dont se parent les

miliciens des deux côtés montrent qu'avant tout leur croyance est profondément animiste. Ensuite, beaucoup d'acteurs de la paix sont des religieux. Il est rare dans les colonnes de ce journal de rendre hommage à des dignitaires catholiques ou musulmans, surtout par les temps qui courent en France, mais force est de constater que les efforts de l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, et de l'imam Oumar Kobine Layama, sont méritoires et courageux.

Les divisions communautaires en Centrafrique hélas ne datent pas d'hier. Déjà en 1981 après la chute de Bokassa, le général Kolingba, coraqué par le colonel Jean-Claude Manton de la DGSE va prendre le pouvoir et continuer une politique ethnique, qui a été suivie ensuite par les autres dictateurs qui eux aussi ont tous bénéficié de la mansuétude et du soutien de la France. Dans les années 2000, Bozizé le

dictateur qui a été déchu, ne cessera de lancer les Forces armées centrafricaines (FACA) contre les rebelles du nord du pays qui formeront plus tard la Seleka. Sous l'œil de l'armée française, les FACA vont se rendre coupables des pires exactions contre les populations civiles créant une fracture entre le nord et le sud du pays qui explique en grande partie la situation actuelle. Pourtant dans certains endroits, la haine ethnique ne prend pas le dessus. À Bangassou dans le sud du pays, la population a évité la violence entre les communautés en instaurant des procédures de médiation en dépit des appels à la haine de dirigeants anti-Balakas et Seleka, des appels qui montrent bien la responsabilité des dirigeants politiques dans le drame que vivent les populations de Centrafrique.

Paul Martial

1- «Centrafrique Hollande s'enlise»  
L'Anticapitaliste n° 222 (19/12/2013)

## BOSNIE

# «C'est la lutte de tout le monde»

Les villes de Bosnie sont actuellement le théâtre de manifestations massives de populations exaspérées par la misère, la crise économique et la corruption de tous les politiciens. Nous reproduisons ici des extraits d'échanges avec des camarades bosniaques.

Le 4 février 2014, la ville de Tuzla a été le témoin d'une protestation qui a fini dans une explosion de violence. Tout a commencé par un rassemblement pacifique composé pour la plupart de travailleurs d'une série d'entreprises qui ont été privatisées ou qui ont fait faillite mais aussi d'étudiants, d'activistes et d'autres. Ils sont venus en réaction à la privatisation des grandes entreprises industrielles de Tuzla (c'est-à-dire Konjuh, Polihemn, Dita, Resod-Guming), qui représentaient la principale source de revenu pour la ville et sa population.

Les travailleurs se sont trouvés dans la rue à se battre pour leur existence même. Ceci marque la première protestation de ce type à Tuzla. Environ 3000 personnes sont descendues dans la rue où ils ont occupé les deux principales artères de la ville et ont bloqué la circulation pendant plusieurs heures.

## Au départ les travailleurs de Tuzla

Plusieurs centaines de travailleurs se sont rassemblés devant le tribunal du canton à Tuzla. Les protestations sont devenues rapidement violentes quand des pierres ont été jetées contre le bâtiment. Très vite, le gouvernement a répondu de la seule manière qu'il connaît, avec une bonne dose de violence d'État en envoyant la police anti-émeute contre les manifestants. Plusieurs manifestants ont réussi à entrer dans le bâtiment du gouvernement du canton dont une dizaine ont été arrêtés. Jusqu'à aujourd'hui 30 personnes ont été arrêtées et 18 blessées.

La diffusion de l'information sur les manifestations et une partie de l'organisation ont été mises en place par un groupe Facebook qui s'appelle «50.000 Za bolje sutra» («50 000 pour un meilleur avenir») et «Udar» mais les principaux organisateurs restent les syndicats des entreprises déjà mentionnées. Ce type de protestation est une première en Bosnie et en Herzégovine, où les travailleurs, après une sérieuse impasse suite à la guerre, se sont rassemblés afin de combattre pour leurs droits. Ces protestations semblent avoir mieux réussi que la série de petites actions des travailleurs de chacune de ces entreprises pendant les dix dernières années car elles étaient bien plus visibles. Elles représentent même la première tentative d'organiser une protestation unifiée depuis la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Aujourd'hui, les gouvernements locaux de Tuzla et Zenika ont été renversés.

## L'extension des manifestations

À Tuzla existe une gauche anticapitaliste animée notamment par notre organisation Lijevi, et qui joue un rôle certain. Un manifeste très large circule qui exige à la fois la formation d'un gouvernement technique mais aussi l'indemnisation des chômeurs et le maintien de leur protection sociale, la remise à l'État des usines privatisées, la suppression des primes pour les élus... Les manifestations se sont étendues à Sarajevo et à d'autres grandes villes. Des bâtiments publics en sont souvent la cible; le siège de la présidence fédérale tripartite de Bosnie a été incendié. Certains politiciens dénoncent les violences pour jeter le discrédit sur les raisons réelles du mécontentement populaire. Cette lutte n'est pas la mienne, ni la tienne, ni la nôtre. C'est la lutte de tout le monde contre ceux qui s'enrichissent et de moquent de la population.  
Correspondance de Lijevi en Bosnie

# Le chômage au cœur

## de l'insécurité sociale

**A**vec officiellement plus de 10 % de chômeurEs, près de 6 millions de personnes en prenant en compte toutes les situations et le fait que près de la moitié ne sont pas indemnisés, la question du chômage est au cœur de la situation économique, sociale et politique. L'entêtement de Hollande ou Sapin à nous annoncer le recul de ce massacre social n'a d'égal que leur acharnement à chercher la solution du côté des aides au patronat. Les restructurations, fermetures de sites, licenciements massifs depuis 30 ans ont dévasté des régions entières du Nord-Pas-de-Calais au Languedoc-Roussillon

en passant par la Lorraine. Des quartiers entiers sont sinistrés, notamment dans les banlieues ou quartiers périphériques des grandes villes.

L'objet de ce dossier est d'en décortiquer la réalité et les mécanismes sans oublier les désastres sociaux qu'ils cachent. Et ce surtout à l'heure où Pôle emploi s'acharne sur ces personnes en détresse dans une politique mêlant radiations, abandons et harcèlement. Et pour faire mettre fin à ce fléau social, ne pas reculer sur ce qui n'est pas de l'utopie mais des urgences : interdire les licenciements, réduire massivement le temps de travail.

### L'arbre des PSE saurait cache licenciements

L'année 2013, comme les précédentes, par une longue série de plans sociaux, 736 plans de sauvegarde ont été mis en place soit 16 % des premiers mois de 2012.

**C**ependant les licenciements économiques individuels ou réalisés dans le cadre de PSE, ne représentaient que 2,7 % des entrées à Pôle emploi. Les fins de contrats à durée déterminée (CDD qui représentent actuellement plus de 80 % des embauches) étaient, elles, à l'origine de plus de 25 % des inscriptions au chômage, tandis que les fins de mission d'intérim représentaient 5,6 % d'entre elles. Les chômeurs, ce sont d'abord des personnes dont les contrats courts sont arrivés à échéance. La multiplication des contrats précaires (CDD, intérim, contrats « jeunes », sous-traitance artificielle, prestataires) permet de se débarrasser sans bruit de centaines de salariéEs. Les licenciements économiques ne représentaient plus que 6 % des ruptures de CDI en 2012, contre 57 %

## Le chômage de masse

Le chômage de masse est une réalité depuis quelque trente ans. Avant la crise de 1974, le chômage en France était faible (2,7 % de la population active en 1973). Ensuite, les bataillons de chômeurs vont commencer à augmenter et fournir au capital ce que Marx appelait « l'armée industrielle de réserve » fort utile pour peser sur les conditions de travail et les salaires.

**E**ntre 1975 et 1985, le chômage a connu dix ans de hausse, qui ont porté son taux à plus de 10 %. Depuis, il a connu des fluctuations entre 7,4 % et 10,7 %. Il se situe actuellement (3<sup>e</sup> trimestre 2013) à 10,9 %, soit plus de 3 millions de personnes. Pendant longtemps, le taux de chômage féminin a été plus élevé que le taux de chômage masculin, ils se sont rapprochés. Par contre, le taux de chômage des jeunes a explosé : le taux de chômage des 15-24 ans est ainsi passé de 6,8 % en 1975 à 24,5 % en 2013. Depuis 1982, ce taux n'est jamais retombé en dessous de 15 %. Si on tient compte du fait que beaucoup plus de jeunes que dans les années 70 font des études, la part des jeunes chômeurs par rapport à l'ensemble des 15-24 ans et non des seuls actifs, est de 8,9 % en 2012.

### Plusieurs statistiques

Les chiffres que l'on vient de citer viennent des statistiques de l'INSEE. C'est ce que l'on appelle le chômage BIT (Bureau international du travail). Cette définition ne prend en compte que les personnes immédiatement disponibles pour travailler, qui n'ont pas travaillé du tout dans la période récente et qui ont fait des démarches actives de recherche d'un emploi. Cette définition



avait un sens avant les années 70 : à cette époque, quand on avait un travail, on était en CDI et à temps plein. Or, aujourd'hui la situation est très différente : CDD, intérim, temps partiel se sont développés. Le travail à temps partiel a fortement augmenté, surtout pour les femmes : parmi celles qui travaillent, 30 % sont à temps partiel en 2012 contre 16 % en 1975 et près d'une femme à temps partiel sur trois souhaiterait travailler plus. Les contrats de travail temporaire sont de plus en plus nombreux, tout particulièrement chez les

jeunes. Ainsi, en 2012, 52 % des salariés de 15 à 24 ans sont en CDD, en intérim ou en apprentissage. Ils étaient 18 % en 1982. De nombreux salariés sont donc condamnés à la précarité ou à des temps partiels trop courts, pas seulement pour leur premier emploi mais pendant de longues périodes et, même s'ils cherchent un autre emploi, ils ne sont pas comptés comme chômeurs. Sans parler des personnes découragées qui ne s'inscrivent pas à Pôle emploi et ne sont pas considérées comme des chômeurs au sens du BIT.

La deuxième source d'information sur le chômage vient des inscriptions à Pôle emploi. Pôle emploi publie de nombreuses statistiques. Celle qui est la plus commentée est proche du chômage au sens du BIT. C'est la catégorie A qui comprend 3 303 000 demandeurs d'emplois en France métropolitaine (3,56 millions avec les départements d'outre-mer) fin décembre 2013. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin novembre 2013 (+0,3 %, soit +10 200). Sur un an, il croît de 5,7 %. Mais il existe d'autres catégories d'inscrits : au total, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est de 5 563 000 en décembre 2013 (France métropolitaine). Ce chiffre correspond à l'ensemble des personnes en situation insatisfaisante par rapport à l'emploi : certaines n'ont pas d'emploi, d'autres un emploi précaire ou sont dans une formation. Un peu moins de la moitié d'entre elles (48,3 %) sont indemnisées. Mais ces chiffres ne résument pas l'impact du chômage. De nombreuses familles subissent cet impact : un des conjoints a un emploi, l'autre est au chômage ou bien les enfants vont de petits boulots en petits boulots. Le chômage déstabilise même ceux qui ne le subissent pas directement.

Henri Wilno

## Les politiques de cadeaux successifs

Les politiques de l'emploi se sont développées depuis les années 70. Une phase de croissance ralentie et le développement de nouvelles politiques est constitué de subventions aux employeurs.

**D**ans une première étape, face à la montée du chômage, prédomine l'analyse selon laquelle les situations de chômage et les difficultés d'intégration dans l'emploi peuvent être rattachées aux caractéristiques des individus : insuffisance de la formation, passage par le chômage de longue durée, âge, etc. Il conviendrait de remédier à cette situation par des actions de formation et des aides à l'embauche ciblées sur les personnes en difficulté. Ces aides à l'embauche (primes ou allègements des cotisations sociales patronales) concerneront d'abord les jeunes et les entreprises. Au cours des années quatre-vingt, elles seront étendues au secteur non marchand (associations, établissements publics, collectivités territoriales) et aux chômeurs de longue durée. Ces aides prendront la forme d'une série de dispositifs dont les noms varieront au gré des changements de gouvernements mais l'inspiration restera la même. Les principales sont aujourd'hui : l'apprentissage et les contrats en alternance pour les jeunes, les contrats d'insertion pour les chômeurs de longue durée et les jeunes non qualifiés (parmi lesquels les contrats d'avenir créés par Hollande). Au total, ces mesures concernaient 1,2 million de

personnes au 3<sup>e</sup> trimestre 2013 (dont la moitié de jeunes en apprentissage ou alternance).

### Et voilà le coût du travail

À partir du début des années quatre-vingt-dix, une nouvelle idée patronale s'impose : le niveau du coût du travail serait, pour une part, responsable de l'insuffisance des créations d'emplois. Des allègements de cotisations sociales employeurs sont donc mis en place à partir de 1993 et sont appelés à prospérer sous les gouvernements successifs. Ils concernent tous les emplois (y compris les personnes déjà employées) au-dessous d'un certain salaire et sont conçus comme des mesures permanentes. Le gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002) liera pour partie les allègements à la réduction du temps de travail. La loi Fillon en 2003 remettra en cause ce lien. Aujourd'hui ces allègements concernent tous les emplois en entreprise jusqu'à un salaire égal à 1,6 SMIC et ils coûtent annuellement 22 milliards d'euros. Hollande et Ayrault y ajoutent en 2012 un « crédit d'impôt compétitivité » qui va monter en charge jusqu'à 20 milliards d'euros. Franchissant un pas supplémentaire, Hollande a annoncé la suppression de la contribution des entreprises aux allocations familiales (de l'ordre

## SE ne r la forêt des s « invisibles »

écédentes, a été marquée  
s sociaux. Entre janvier et  
vegarde de l'emploi (PSE)  
% de plus que lors des neufs

pour les démissions et 21% pour les licenciements pour motifs personnels. Leur poids a été divisé par deux depuis 2009 avec notamment le développement des ruptures conventionnelles créées au début du quinquennat de Sarkozy. Elles correspondent désormais à 16% des ruptures de CDI, contre 11% en 2009. Autre évolution : celle des causes déclarées de licenciement. En 1994, 58% des 840 000 licenciements étaient liés à des motifs économiques. Aujourd'hui, les licenciements pour motif personnel, c'est-à-dire pour fautes, insuffisance professionnelle ou inaptitude, sont à peu près trois fois plus nombreux que les licenciements pour motif économique : en 2004, 76% des 750 000 licenciements étaient pour motif personnel et 24% économiques.

Robert Pelletier

# C'est ainsi que les chômeurs vivent !

Le président des patrons et son bras armé, la direction de Pôle emploi, veulent faire porter sur les chômeurs eux-mêmes la responsabilité de leur situation. Culpabilisation et contrôles renforcés sont à l'ordre du jour.

**L**a moitié des personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas indemnisées. Les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas droit au RSA contrairement aux rumeurs les plus folles qui courent sur les « assistés ». Une fois obtenues, les allocations ne sont pas si faciles à garder : répondre aux convocations stériles et fournir des justificatifs en cas d'absence, actualiser avec le calamiteux « 39 49 »<sup>1</sup>.

### Les chômeurs acceptent même les petits boulots

La précarité explose avec des contrats de plus en plus courts : 80% des nouveaux contrats sont des CDD. Un chômeur qui occupe une miette d'emploi change de « catégorie » : il sort de la catégorie A la plus commentée (voir article sur le chômage). Ce qui (avec d'autres tours de passe-passe, radiations,

contrats « aidés » et autres cellules de reclassement) permet au gouvernement de dire que le chômage stagne. Contrairement à ce que les médias voudraient imposer comme idéologie : les privés d'emploi acceptent donc de travailler y compris pour de très courtes durées, quelquefois pour presque rien ! Exemple : les femmes en milieu rural qui pour travailler doivent payer une nourrice et des frais d'essence (à condition d'avoir une deuxième voiture).

Les offres en intérim qui permettent à beaucoup de jeunes d'ouvrir des droits pour pouvoir subsister sont en chute libre et c'est ce moment que les patrons choisissent, à l'ouverture des négociations sur la nouvelle convention assurance chômage, pour réclamer 8 mois de travail au lieu de 4 pour toucher des allocations (4 mois de travail = 4 mois d'allocations

actuellement). Ils réclament aussi bien sûr, le retour de la dégressivité des allocations.

### Triés et contrôlés

Radiations et menaces de radiations vont bon train. Les prestations bidons (apprendre pour la énième fois à faire « le » CV qui retiendra l'attention du recruteur, savoir se « vendre », « 5 minutes pour convaincre »...) qui engraisent les centres de formation privés, sont obligatoires sous peine de radiation si le « conseiller » a décidé que vous deviez y aller. Les chômeurs sont « triés » en 3 groupes : renforcés, guidés, suivis. Les « renforcés » (« le fond du panier » – dit une responsable d'agence – sont convoqués de manière intensive pour les cliquer et parfois les envoyer dans des « chantiers d'insertion » qui n'ont jamais « inséré » personne mais sont de véritables chantiers (défrichage de chemins de randonnée, maçonnerie, travaux agricoles pour remplir des paniers « bio »...). Les « guidés » sont convoqués un peu moins souvent mais doivent rendre des comptes. Enfin, les

« suivis » sont « autonomes » mais la direction générale réfléchit à un moyen de contrôler les connexions sur internet pour voir s'ils cherchent vraiment.

En expérimentation également, des « conseillers » qui ne font que du contrôle ! C'est peut-être ces expérimentations qui ont conduit à ce que des privés d'emploi ont reçu des lettres leur réclamant des sommes importantes (1 300 €, 5 000 €) sous prétexte qu'ils auraient touché des allocations tout en travaillant. Dans certains cas, c'était tout simplement une « erreur » de Pôle emploi et dans tous les cas, la procédure n'a pas été respectée. En effet, si un indu de plus de 700 € est réclamé, l'usager doit être convoqué pour qu'on lui explique d'où vient cet indu et la possibilité de mettre en place un échancier. Non seulement ça n'a pas été fait mais certains privés d'emploi ont dû revenir trois fois dans leur Pôle emploi (après avoir téléphoné, envoyé des mails et écrit au médiateur) pour être enfin reçus et qu'on se penche sur leur situation. Dans certains cas, les ponctions sont intervenues sur

les allocations malgré un recours engagé pour prouver qu'il y avait une « erreur ». De toute évidence et contrairement à ce que déclare M. Bassères, Pôle emploi a déjà oublié le suicide de Djamel Chaab<sup>2</sup> ! Les privés d'emploi ont aussi à subir des méthodes de plus en plus infantilisantes et indignes. MRS : recrutement par « simulation » où on leur demande de mettre des carrés dans des ronds comme à la maternelle ! Job dating organisés dans les locaux du service public de l'emploi pour « séduire » des patrons auxquels ils ont déjà envoyé des CV restés sans réponses ! EMT (évaluations en milieu de travail, véritable travail dissimulé)...

Toutes ces méthodes et contraintes créent un malaise parmi les conseillers de Pôle emploi et certains les combattent au quotidien, avec quelquefois le soutien timide d'organisations syndicales « engluées » dans le paritarisme !

Fabienne Le Jeannic

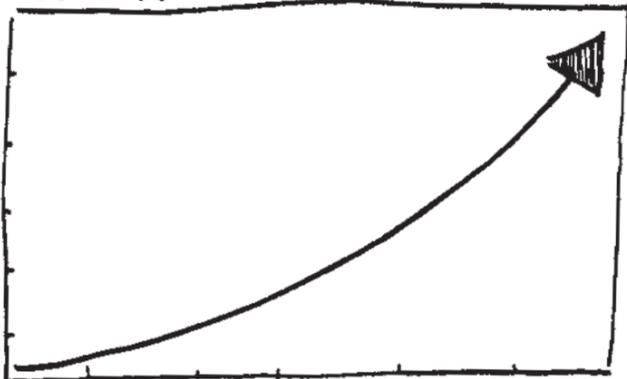
1 – Numéro de téléphone unique pour contacter Pôle emploi (et très difficile à joindre).

2 – Chômeur qui s'est immolé mercredi 13 février 2013 devant une agence Pôle emploi de Nantes.

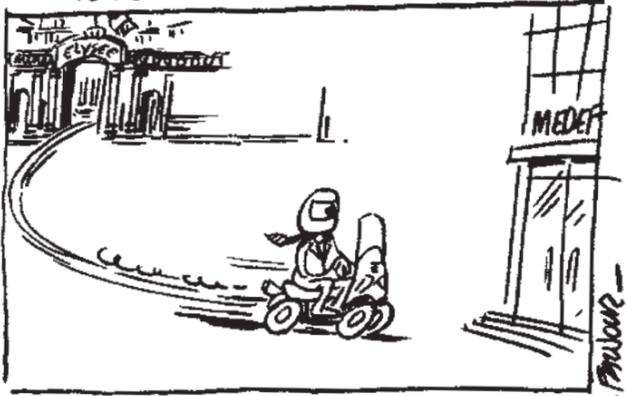
## l'emploi: des fs aux patrons

s années soixante-dix, c'est-à-dire depuis l'entrée dans  
chômage de masse. L'instrument essentiel de ces

### COURBE DU CHÔMAGE



### COURBE DE HOLLANDE



de 30 milliards) : elle devrait se combiner avec le crédit d'impôt. À ces subventions aux employeurs, va s'ajouter le thème de la flexibilité : si les patrons n'embauchent pas, c'est parce que le droit du travail est trop contraignant. Au fil des années, vont être prises des mesures concernant les horaires de travail (contournement des 35 heures, travail le dimanche), le recours aux CDD, facilitant les renvois individuels (avec la rupture conventionnelle), la possibilité de remettre en cause par accord d'entreprise le contenu du contrat de travail (avec les accords compétitivité-emploi) et restreignant les possibilités des syndicats de retarder les licenciements collectifs. Au départ, c'est surtout le droit qui agitait le thème du droit du travail. Avec Hollande, la gauche rattrape son « retard », ainsi l'Accord national interprofessionnel (négocié à la demande du gouvernement) et transposé dans loi en 2013 reprend des idées d'abord avancées par Sarkozy. Voici sommairement résumés les grands axes de la politique suivie depuis 40 ans. Il faudrait y ajouter les crédits d'impôts et de cotisations sociales dont bénéficient les particuliers employeurs, les allègements de cotisations employeurs ou d'impôts existant dans les zones franches urbaines et les départements d'outre mer. Ainsi que l'épisode des 35 heures à la sauce Jospin, une bonne idée celle-là, totalement gâchée par les concessions au patronat.

« Contre le chômage, on a tout essayé » avait déclaré François Mitterrand. Ce que l'on a surtout fait, c'est céder aux revendications des patrons du privé et créer des emplois au rabais dans le secteur associatif et les fonctions publiques !

Henri Wilno

## Contre l'insécurité sociale : l'urgence sociale

**L**e chômage est un des facteurs essentiels de l'insécurité sociale qui traverse l'ensemble de la société et conduit certains à se tourner vers l'extrême droite. Les résistances, les luttes contre les suppressions d'emploi, les fermetures de sites sont nombreuses, parfois même mis en Une des médias. Mais le résultat des ces mobilisations est souvent décevant, les victoires provisoires. Ces reculs pèsent sur l'ensemble des luttes notamment dans les entreprises. Et le patronat, largement aidé par les décisions gouvernementales, s'appuie sur ce rapport de forces dégradé pour imposer toujours de nouveaux reculs notamment dans le cadre de la loi sur la sauvegarde de la compétitivité.

Pour des mobilisations gagnantes la principale difficulté réside dans l'isolement. Isolement géographique, isolement dans le temps, isolement dans les statuts. Et la (re)construction d'un mouvement des chômeurs n'est pas la moindre des difficultés.

**Contre toute politique de division nous n'opposons pas les différentes formes que peuvent prendre les mobilisations.** Ceux de Doux, Goodyear, Fralib, Ford, Petroplus, M-Real, La Redoute, Alcatel, Fagor, PSA et bien d'autres, ont tenté, tentent encore de s'opposer aux politiques patronales

de liquidation de l'emploi avec leurs stratégies respectives. L'écueil essentiel reste l'incapacité à mettre en commun ces mobilisations. Et de mettre en commun des perspectives de luttes, des mots d'ordre qui permettent cette unification. **L'interdiction des licenciements, de tous les licenciements est au cœur de ces perspectives.** Sa concrétisation passera par des mobilisations qui permettront de dépasser les divergences sur les déclinaisons concrètes de ce mot d'ordre. Une telle mesure passe par des dispositions s'opposant à la liberté d'entreprendre, à la dictature patronale. L'ouverture des livres de

comptes, la généralisation du CDI sont indissociables dans une telle bataille. La deuxième grande revendication qui doit lui être associée est la **réduction massive du temps de travail (sans baisse de salaire) lié à un combat sans merci contre la pénibilité du travail** : suppression du travail de nuit, de week-end, posté, baisse des cadences, respect de la santé et de la sécurité dans le travail. Plus qu'un catalogue de mots d'ordre, il s'agit d'une bataille politique d'ampleur, loin du dialogue social ou des exigences de changement de cap. Et d'une urgence sociale et politique.

Robert Pelletier



## LOIRET

## la presse quotidienne régionale, restructure... sur le dos des travailleurs!

Le directeur des ressources « humaines » et le secrétaire général du groupe Centre France/La Montagne ont passé la nuit de mardi à mercredi retenus par des salariés protestant contre les modalités d'un plan social, au siège de La République du Centre à Saran (Loiret).

Suite à la réunion avec les syndicats, et vu que les choses n'avançaient pas, les salariés ont réagi et ont décidé de retenir ces dirigeants. La direction a proposé mardi soir de porter la prime de 7000 à 7500 euros: véritable provocation, alors que les salariés réclament 62000 euros. Les salariés sont en grève depuis le 18 janvier, seule l'édition dominicale est sortie imprimée dans deux imprimeries appartenant au groupe à Tours et Auxerre.



DR

À l'échelle du groupe, 230 emplois sont supprimés et le départ volontaire de 37 journalistes est demandé, pour réaliser une économie annuelle de fonctionnement de 16 millions d'euros.

À la République du Centre, la restructuration va se traduire par le licenciement de 51 personnes, dont la quarantaine de salariés du centre d'impression qui sera supprimé. En outre, 22 licenciements sont prévus à la régie publicitaire du titre et un plan de départs volontaires concerne cinq postes de journalistes.

Le groupe de presse Centre France/La Montagne, basé à Clermont-Ferrand, est l'un des 8 gros groupes qui se partagent la PQR dans le pays. En quelques années, le groupe de presse Centre France/La Montagne a absorbé tous les quotidiens de la région Centre. Maintenant vient la logique de la restructuration capitaliste au détriment des droits sociaux et de la liberté de la presse.

En quelques années, le groupe a élargi sa zone d'influence au cœur du pays. Y a-t-on gagné en pluralisme, en espace démocratique? Le mouvement social continue à être à la merci du bon vouloir des rédacteurs. Les salariés journalistes, ouvriers de la PQR à la menace de restructurations internes et de détériorations des conditions de travail. Et cette logique capitaliste de concentration n'est pas terminée, idéologiquement le système en voudra une encore plus forte. On doit comprendre que la défense de la liberté de la presse ne peut se défaire d'un débat sur la sortie de la société de la domination capitaliste. Car nos vies valent plus que leurs profits.

Correspondant.

## CAMPAGNE BDS

## La police empêche encore un rassemblement

Les autorités françaises ne laissent décidément aucun répit aux militantEs de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS). Après une pluie de procès pour des diffusions de tracts d'information à la clientèle dans les grandes surfaces, qui le plus souvent se sont conclus par des relaxes, ce sont les flics de Valls qui intimident, harcèlent les militantEs de BDS, et au final empêchent la tenue de tout rassemblement public qui puisse déplaire à Israël et à ses organes de propagande qui sévissent en France. Le dernier épisode de cette pression/répression permanente aura été l'annulation d'un rassemblement place de la Bourse le 2 février dernier, en protestation à la tenue dans l'enceinte même du palais Brongniard d'un salon de propagande et

de collectes de fonds pour Israël organisé par le KKL. Créée en France dès 1923, cet organisme totalement lié à Tel Aviv avoue n'avoir qu'un seul souci: « Le rachat et le développement de la terre d'Israël, au nom du peuple juif, et la promotion de l'éducation sioniste ». C'est lui qui par exemple organise les « concerts pour le bien-être du soldat » qui ont par le passé fait l'objet de plusieurs rassemblements de protestation. C'est encore lui qui collecte des fonds pour le développement de nouvelles colonies à Jérusalem Est et dans les territoires palestiniens.

La campagne BDS, n'en déplaît à Valls et à Taubira, continue de se développer et inquiète au plus haut point les autorités sionistes (voir dans un précédent numéro de l'Anticapitaliste). Un important travail

de persuasion est actuellement en cours pour dissuader des artistes connus mondialement de se rendre en Israël pour des concerts (Patricia Kaas en avril, et Neil Young en juin). Jacques Tardi vient d'exprimer publiquement son indignation auprès des organisateurs du festival de la BD d'Angoulême qui ont accepté le sponsoring de Sodastream. Mais ces campagnes médiatisées, et de portée internationale, ne sauraient nous dispenser du travail permanent auprès de la population pour le boycott des produits israéliens. De nombreux collectifs en France, nullement intimidés par la répression sont bien décidés à continuer le combat.

Ce n'est qu'un début... BDS continue!

Alain Pojolat

## LOI FAMILLE

## La rue qui gouverne, c'est celle de droite

Lundi 3 février, Manuel Valls a annoncé que, concernant la « loi famille », le gouvernement s'opposerait à tout amendement sur la procréation médicalement assistée (PMA) et la gestation pour autrui (GPA), véhiculant l'amalgame entretenu par les réactionnaires entre deux pratiques n'ayant pourtant rien à voir. Puis le projet de loi promis par le PS a été retiré, renvoyé à 2015...

Alors même que les mobilisations de la « Manif pour tous » se concentraient sur l'IVG et la psychose autour d'une « théorie du genre » qui relève davantage de la légende urbaine que des programmes scolaires, il est surprenant que le ministre de l'Intérieur prenne l'initiative d'une telle déclaration, forcément outrageusement médiatisée.

### Comment donner aux réacs ce qu'ils ne demandaient même pas?

On pourrait s'interroger sur la légitimité de Valls à s'exprimer sur le sujet, projet de la ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti. Or si cette dernière s'est déclarée favorable à titre personnel à l'accès à la PMA (insémination artificielle, don de sperme...) à toutes les femmes (et non uniquement aux femmes en couple hétéro comme c'est le cas actuellement), cette mesure n'a jamais fait partie des premiers jets de la loi. Des propositions d'amendements en ce sens (et non dans le sens de la GPA, qui correspond aux mères porteuses, ce que personne ne défend aujourd'hui) auraient sans doute été déposées, mais le gouvernement ayant enjoint à ses députés de voter contre, nul besoin de supprimer l'intégralité de la loi pour les bloquer.

Pourtant, le gouvernement a bien fait le choix de reporter le projet de loi en 2015. Le Conseil consultatif national d'éthique, censé produire un avis sur la PMA début 2014, avec des États généraux (car la question de l'autonomisation des femmes dans leur capacité reproductrice est manifestement du même acabit que le clonage humain ou l'insémination post-mortem...), a fort opportunément déclaré qu'il lui faudrait de nouveau un an de réflexion.

### Une loi imparfaite mais qui méritait un autre sort

Par la décision absurde de repousser une loi pour une mesure qu'elle ne comportait pas, le gouvernement montre ainsi sa soumission aux réactionnaires. Bien que ses détails ne soient pas connus, la loi famille, à en croire les déclarations ministérielles,



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

était imparfaite. D'abord, justement, par l'absence de la PMA. Ensuite, par la non-prise en compte de la situation des familles homosexuelles, et ce malgré la demande des associations, compte tenu que le mariage pour touTEs était loin d'avoir réglé tous les problèmes. Enfin, elle contenait des mesures qui nécessitaient notre vigilance comme le droit à connaître ses origines, qui aurait pu remettre en cause le principe de l'accouchement sous X, principe pourtant adopté initialement pour des raisons sanitaires afin d'éviter les avortements clandestins tardifs et les abandons de nouveau-nés.

Néanmoins elle contenait aussi des avancées sociétales. Ainsi, une pré-majorité, qui aurait donné des droits (notamment un droit de vote, même partiel), dès l'âge de 16 ans. D'autre part, le principe de « coparentalité » permettant de reconnaître le rôle joué par les beaux-parents dans les familles recomposées, en leur accordant un statut légal facilitant le quotidien (statut de parent d'élève, accompagnement chez le médecin...) mais aussi l'héritage. Dans la même perspective, la loi devait faciliter l'adoption simple qui, ne rompant pas les

liens avec les parents biologiques, peut être prononcée plus facilement. Ces deux mesures auraient permis de relativiser le lien biologique au bénéfice du lien social et affectif: la « Manif pour tous » est logiquement vent debout contre elles.

### Le gouvernement recule, à nous d'avancer!

Même si Ayrault a vaguement annoncé que des projets de loi reprenant des éléments de la loi initiale seraient examinés, le gouvernement montre une fois de plus qu'il est prêt à se plier aux réactionnaires, qui n'acceptent que le modèle de la famille hétérosexuelle et nucléaire et prêchent la domination des hommes sur les femmes. Face aux nombreuses menaces qu'ils exercent (que ce soit sur le droit à l'IVG et plus généralement les droits des femmes, le mariage et la PMA pour touTEs, le droit des trans, l'éducation à l'égalité et l'éducation à la sexualité...), il est nécessaire de continuer à construire les mobilisations et d'être extrêmement vigilantEs sur l'évolution des projets du gouvernement sur ces thématiques.

Anastasia Tiarava et Chloé Moindreau

## MORY DUCROS

## Le dialogue social contre l'emploi

« Les accords n'étaient pas bons, les reclassements pour nous ne sont pas bons, puisque nous sommes tous licenciés et qu'il n'y a aucun reclassement », déclarait un des 2800 salariéEs licenciéEs à France 2. Pour un autre, « il faut absolument dénoncer auprès de la fédération CFTD les choses qui ne vont pas. C'est inadmissible et franchement, le feu, on le mettra, on ne mourra pas comme ça ».

Le transporteur Mory Ducros, numéro 2 du transport de colis français est placé en redressement judiciaire depuis le 26 novembre. L'entreprise appartient à Arcole industrie spécialiste de la reprise et du redressement des PME en difficulté. Le groupe fait rouler chaque jour quelques 4500 semi-remorques

et camionnettes. Mory Ducros aurait enregistré 65 millions d'euros de pertes en 2012, 79,5 millions lors de son dernier exercice pour un chiffre d'affaires de 765,5 millions d'euros et continuerait de perdre 5 millions d'euros par mois.

Entre 2007 et 2012, les défaillances de transporteurs routiers ont augmenté de

DROIT SOCIAL, CODE DU TRAVAIL, PROTECTION DES SALARIÉS

# Les fourberies de Sapin !

On ne connaissait jusqu'ici de Sapin, ci-devant ministre du Travail, que l'Accord national interprofessionnel (ANI) mal nommé de «Sécurisation». Sa nouvelle loi, actuellement devant le Parlement, est plus insidieuse

Dans un texte sur la formation professionnelle, la loi introduit deux cavaliers juridiques, sur l'inspection du travail et les prud'hommes, et prévoit de modifier le Code du travail par voies d'ordonnances. Et elle fait suite à une année de mensonges, d'entraves et de passages en force qui a vu le projet mis en œuvre, sans consultation, et... avant tout vote du Parlement !

## Inspection du travail: une restructuration perverse !

En décembre 2012, à un ministère sous pression, Sapin annonce une restructuration de toute l'inspection du travail, et présente aux contrôleurs du travail furieux, une mesure de promotion indéfinie et non chiffrée, leur «seule voie de reclassement». C'est la stratégie de la marmite : une annonce après six mois de silence, et le sinistre Sapin referme le couvercle six mois de plus, sans rien révéler. Les syndicats font fuiter les projets, réservés à la seule hiérarchie. Et c'est glauque : disparition des sections d'inspection, des contrôleurs du travail, nouvelle couche de hiérarchie. Pour justifier ces bouleversements, «on» (la hiérarchie...) lâche qu'un projet de loi serait en cours. Rien de précis, mais «on» s'informe des relations sociales, lance des coups de sonde.

Puis, les notes secrètes se transforment en directives publiques, et le plan est déployé comme un fait accompli, au mépris des agents. Le passage de contrôleurs dans le corps de l'inspection du travail, mis en œuvre à marche forcée, se révélera discriminatoire envers les femmes et les seniors. Immédiatement, le corps est décrété en extinction, sans attendre le passage de la loi, et les admis envoyés en formation, ce qui désorganise les services. Les premières annonces sur les effectifs sont lourdes de menaces !

## Et maintenant le grand-guignol continue...

Sapin, bon maquignon qu'il est, glisse son projet au Parlement, sous couvert d'un ANI sur la formation professionnelle qui n'a rien à voir pour se justifier d'un accord qu'il n'a pas : alors qu'il appartenait au ministre chargé du Travail de consulter ses instances (CT, CHSCT), aucune, à l'échelle ministérielle ou régionale, n'a été consultée. Pas grave, on les rassemble dans le désordre ; les votes de consultation, tous négatifs, sont obtenus

malgré l'alerte du CSHCT et le lancement d'une expertise sur les répercussions profondes sur les conditions de travail.

Face à ces supercheres, une interprofessionnelle regroupant les syndicats du ministère, des UL et UD (regroupant, avec des variantes locales, CGT, Solidaires, FSU et FO) et élargissant ainsi le champ de la mobilisation aux questions de la formation professionnelle, des prud'hommes, du droit du travail en général, a opposé jusqu'ici une résistance opiniâtre, mêlant grèves, actions et interpellations. Elle peut encore porter ses fruits. Le caractère

convergent des préoccupations, la nécessité de défendre ensemble le socle commun de droits pour les salariés, font de cette lutte un combat à vocation plus large. Les difficultés à trouver une majorité au Parlement ont déjà fait reculer le gouvernement sur les prud'hommes. Une brèche ouverte qui permet d'espérer d'autres reculs sur l'inspection du travail et la formation professionnelle et les nouvelles atteintes au droit du travail. Sapin joue gros : si une lutte déterminée arrive à ne serait-ce qu'à le faire reculer, la question de son mandat est en jeu. **Un inspecteur du travail en lutte**

## RUEIL (92)

### Pourquoi soutenir la grève des postiers ?

La grève reconductible des postiers de Rueil-Malmaison est partie en défense d'une collègue précaire, dont la direction refusait le renouvellement du contrat d'insertion. Pour autant, les direction locale et départementale de La Poste en ont fait une question de principe. La grève a été, dès le début, le 29 janvier, ultra majoritaire (entre 80 % et 90 %).

#### Une grève qui fait le lien entre chômeurs et travailleurs

La détermination des collègues a donné confiance à d'autres salariés privés d'emploi qui avaient récemment été employés par le bureau de poste de Rueil. Cette confiance s'est traduite par une participation active à la grève. Transformant la revendication individuelle autour d'un agent à une revendication collective autour de quatre ex-agents.

#### Une grève exemplaire à plus d'un titre

Il s'agit donc à une petite échelle, d'une grève exemplaire : à la fois offensive, car les collègues de Rueil ne défendent pas seulement des acquis et parce qu'ils mènent une lutte conjointe entre des travailleurs avec ou sans emploi. Cette grève met par ailleurs en lumière le business bien juteux des contrats aidés. La Poste ne paie pas le salaire indirect et peut être subventionnée jusqu'à hauteur de 80 % du salaire net. Par ailleurs, elle perçoit tous les mois entre 230 et 320 euros par tuteur encadrant chaque salarié en contrat précaire. On comprend mieux alors pourquoi la direction de La Poste procède au «turn over» de contrats aidés afin

de bénéficier de cet argent public sans devoir pour autant embaucher derrière. C'est tout bête ! On voit là, de façon concrète, la réalité de la politique du «pacte de responsabilité» proposée par Hollande.

#### Comment contribuer à la victoire de cette grève ?

La direction va sûrement vouloir briser une grève exemplaire et une équipe militante qui s'accroche, malgré la répression. Une caisse de grève est mise en place. La Poste ne joue pas avec les jours de grève. Elle procédera chaque 20 du mois à la retenue du maximum de jours de grève jusqu'à ne laisser que le minimum vital sur la paie, soit un peu plus de 400 euros. L'objectif des postiers est de collecter 15000 euros d'ici le 20 février, afin de maintenir une partie des salaires. Donc tous à vos claviers pour les motions de soutien et à vos chèquiers pour la caisse de grève.

#### Correspondant

Envoyez vos chèques à SUD Activités Postales 92, 51 rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes  
Facebook du syndicat SUD Activités Postales 92 : «Sudposte Hauts de Seine»

MARINE HARVEST

## Ils ne décideront pas sans nous

Le comité pour le maintien de l'emploi en centre Bretagne dédié à la lutte des Marine Harvest ne désarme pas. Ce comité a vu le jour le 18 octobre 2013 il est fort de plus de 600 personnes, salariés, élus et, pour une grande majorité, d'habitants du Kreiz Breizh.

Le mot d'ordre y est clair : Marine Harvest n°1 du saumon en Europe, dégageant des bénéfices records (511 millions d'euros en fin d'année) doit être interdit de licencier à Poullaouen et ailleurs. Mais le gouvernement, par son ministre Garrot, et bien aidé par le député socialiste de la circonscription Richard Ferrand, se démène pour étouffer l'affaire en accélérant les démarches de fermeture avec les voyous de la direction du groupe norvégien.

#### Discrètes tractations

Dernière trahison en date, une rencontre entre la direction du groupe, le ministre et le député visant à finaliser la fermeture de l'usine s'est tenue fin janvier dans des bureaux parisiens. Le comité et les élus locaux l'on appris dans la presse. Ré Zo Ré (trop c'est trop) ! Comment le député Ferrand peut-il représenter un territoire sans concerter les représentants de celui-ci ? Avec quel mandat ? Le comité a donc décidé une action pour dénoncer le rendez-vous entre amis en occupant le hall de la préfecture du Finistère à Quimper. Une vingtaine de personnes occupent donc pacifiquement le lieu.

#### Des traces de violences

Les gardes mobiles se déploient rapidement à l'intérieur. Matthieu, porte-parole du comité est rapidement pris à partie par le responsable des forces de police. La préfecture n'a pas digéré les événements de 2008 liés à la lutte pour le maintien de l'hôpital de Carhaix. Au bout de deux heures d'occupation, l'ordre est donné de nous évacuer. La manière est pour le moins énergique. Nous sommes sortis et Matthieu jeté au sol devant la porte de la préfecture. Comme si cela n'était pas assez, le responsable de police a hurlé : «lui c'est arrestation». Et on peut dire qu'ils se sont fait plaisir. Plaquage en sautant sur son dos, rangers sur la tête, coups dans les jambes, menottes et garde à vue pour 4 heures. Les faits qui lui sont reprochés : violence sur agent de police. Aucun agent de police ne porte plainte car ils estiment avoir esquivé les coups distribués. La blague. Matthieu est en interruption temporaire de travail une semaine pour hématomes aux mollets et mal de dos. Affaire à suivre et actions aussi.

#### Correspondant

plus de 27%, selon les chiffres officiels de la Fédération nationale des transports routiers. Le transport de colis a vu le rachat de nombreux géants du secteur, dont le français Sernam, acquis par Geodis (branche de la SNCF) et Kiala, par l'américain UPS.

#### Un gouvernement aux petits soins

Pour Montebourg, Mory Ducros fait partie des entreprises qui pourraient être aidées par le nouveau fonds de «résistance économique» du gouvernement, comme Fagor Brandt, Arc International ou Kem One, à la condition d'avoir un projet de reprise solide. Doté de 380 millions d'euros, ce fonds doit octroyer des prêts de «plusieurs dizaines de millions d'euros», à des entreprises temporairement à court d'argent mais dont l'activité est rentable à moyen et long terme. De son côté, le Premier ministre déclarait que le gouvernement rechercherait «toutes les solutions, site par site, avec les partenaires sociaux», tandis que le ministre des Transports assurait que

l'État travaillerait au «maintien d'un niveau d'activité sur l'entreprise qui doit se traduire par la perspective du sauvetage de 2000 emplois au moins». Le président d'Arcole Industries, actionnaire principal du transporteur, se disait prêt «à participer à une offre de reprise partielle aux cotés de partenaires et avec le soutien des pouvoirs publics, afin de constituer un réseau de messagerie viable dans la durée».

#### Qui préfère démobiler les salariés

Le 29 janvier alors que les salariés sont en grève sur la plupart des sites et notamment sur le site stratégique (et non touché par les fermetures programmées) d'Artenay, près d'Orléans, Montebourg vient inciter fortement les salariés à céder au chantage de la direction qui met comme préalable à toute discussion, la fin de la grève. La CGT, deuxième organisation dans l'entreprise, tout en validant un accord de fin de conflit, exclut d'approuver le plan de reprise. La CFDT de l'entreprise,

poussée par les salariés est sur la même position. L'accord qui a reçu l'aval de FO, la CFTC et la CFE-CGC, reste minoritaire. Mais cela suffit pour qu'Arcole accepte de poursuivre les discussions. Et nouveau coup de théâtre : la fédération CFDT des transports désavoue son délégué syndical et valide le plan de reprise.

#### Un massacre social

Jeudi 6 février, le tribunal de commerce de Pontoise validait l'offre de reprise d'Arcole. Le principal actionnaire du groupe a prévu de conserver 2210 salariés sur 5000 et 50 agences sur 85. L'entreprise revoit le plan social «à la hausse» pour les licenciés, avec des indemnités complémentaires dont le montant global est porté de 21 à 30 millions d'euros. Les 2850 salariés qui perdront leur emploi vont «bénéficier» du contrat de sécurisation professionnelle, avec l'assurance de 97% du salaire pendant un an, et d'une bourse à l'emploi alimentée par les entreprises du secteur.

Robert Pelletier





## Les comités en action!

Tours (37) **Formation-débat sur l'antiracisme.** Nous étions plus d'une trentaine à nous retrouver, le samedi 18 janvier à Saint-Pierre-des-Corps, pour une journée de formation-débat organisée par le NPA 37 visant à nous mettre au clair sur l'antiracisme que nous portons en tant qu'anticapitalistes. Il s'agissait ainsi de susciter parmi nous une plus large appropriation de ce qui se joue actuellement sur ce front, et bien sûr au-delà, puisqu'il ne s'agit pas là d'une « spécialité », qui serait déconnectée des autres fronts de notre combat pour une autre société.

C'est pourquoi nous avons invité Sylvain et François de la commission immigration-antiracisme du NPA, afin de nous permettre de mieux cerner les liens historiques et théoriques entre (anti)racisme et (anti)capitalisme, ainsi que les conséquences pratiques à en tirer dans la conjoncture actuelle. Nos camarades plus particulièrement investis sur ce terrain dans les cadres locaux où le NPA intervient (RESF, soutien au CTSP, D'ailleurs nous sommes d'ici) en ont profité pour faire le point.

Cette journée qui a donc réuni 25 militantEs (dont 2 du 41) et une dizaine de compagnons de route, a été une réussite. À la fois conviviale et remobilisante, elle a permis de nous donner une base de discussion et d'élaboration, de la matière pour nourrir la réflexion collective, autant que nos interventions et pratiques concrètes. À renouveler!

Saint-Ouen (93) **Au côté des jeunes travailleurs du foyer Cara!** Depuis le 23 janvier, les 200 résidents du foyer municipal Cara se mobilisent contre un projet de fermeture, qu'ils ont découvert après que des avis d'expulsion aient été glissés sous la porte de plusieurs d'entre eux...

Il leur était ainsi exigé de quitter les lieux sous 15 jours, sous prétexte qu'ils étaient en retard dans le paiement de leur loyer. Une procédure parfaitement illégale, qui plus est en pleine trêve hivernale. Mais pire encore, les serrures de certains résidents ont même été changées en leur absence, les laissant à la rue! Un acte d'une extrême violence, qui révèle ce qui se trame en sous-main, et n'a jamais été communiqué officiellement: la fermeture définitive du foyer à la fin du mois de juin, sans aucune proposition de relogement. Cet immeuble vétuste situé au beau milieu de la future Zone d'aménagement concerté (ZAC) des Docks, avec vue panoramique sur Montmartre et la tour Eiffel, semble déranger. Une si belle vue pour de jeunes travailleurs, du gâchis vous diront-ils! L'équipe municipale Front de gauche s'est contentée pour le moment de repousser les expulsions à la fin mars, et d'organiser une « cellule de crise » visant à étudier les dossiers des résidents « solvables », pour proposer des relogements au cas par cas.

Le NPA Saint-Ouen apporte depuis le début tout son soutien aux jeunes travailleuses et travailleurs du Cara en lutte. Pour la reconstruction d'un foyer de qualité et aux loyers maîtrisés, sur place ou à proximité immédiate, pour reloger tous les résidents!

## Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développent les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annoncent de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21<sup>e</sup> siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». **Pour nous rejoindre, contactez-nous: [ecrire@npa2009.org](mailto:ecrire@npa2009.org)**

## Campagne financière

# Tout se paye dans cette société y compris les luttes pour en finir avec le pouvoir de l'argent!

Pour être présents dans les luttes, pour faire entendre l'internationalisme aux élections européennes, toutes et tous sur le pont...

Ce week-end, dans toute la France, les militantEs du NPA s'adressent à leurs proches, leurs amiEs, leurs voisins, sur les marchés ou en organisant des petites fêtes pour leur demander de participer à notre campagne pour 1 million d'euros. Nous sollicitons ce soutien financier parce que, contrairement aux grands partis institutionnels, nous ne pouvons bénéficier des largesses de l'État. Nous ne pouvons compter que sur la solidarité de celles et ceux que nous côtoyons au travail ou sur nos lieux d'habitation, dont nous partageons les espoirs et les luttes. Nous sommes nombreux à partager la même inquiétude devant la dégradation de la situation politique et sociale. Il y a urgence à réagir, à discuter ensemble pour construire

la riposte, pour que les travailleurs, les jeunes reprennent l'initiative. Pour réussir dans cette bataille, nous avons besoin de toutes les aides, les sympathies, les coups de main, et aussi des coups de main financiers.

### Pour réussir, nous avons besoin de toutes les aides

Pour pouvoir mener le plus large possible notre travail d'explication politique, populariser une alternative anticapitaliste et révolutionnaire, développer notre intervention dans les luttes comme la solidarité avec les mobilisations des travailleurs, ainsi que notre solidarité internationaliste avec les luttes et révoltes populaires dans le monde nous avons besoin de votre propre solidarité, de vos contributions. Il est indispensable aussi qu'aux

élections européennes du 25 mai 2014, le NPA puisse présenter ses propres candidatEs pour dénoncer l'Europe de l'austérité de Sarkozy, Hollande, Merkel et défendre l'Europe de la solidarité et de la coopération des travailleurs et des peuples. Nombreux sont celles et ceux qui pensent que « l'Europe c'est compliqué et on n'y peut rien », pourtant c'est au nom de leur Europe et de ses décisions que la droite comme la gauche nous impose l'austérité et la course à la compétitivité aux prix d'un chômage qui ne cesse de s'aggraver comme s'aggrave les inégalités.

Pour pouvoir dire non à leur Europe tout en disant non à la démagogie populiste, chauvine, raciste du FN, il faut que vous ayons les moyens matériels, financiers d'être présents

dans les sept régions électorales du pays.

Nous connaissons bien des proches ou des camarades d travail qui ne partagent pas nos idées ou qui ne sont pas d'accord avec tout ce que nous faisons mais ils pensent souvent qu'heureusement nous sommes toujours là et qui sont prêts à nous aider, à condition que... nous le leur demandions, que nous les sollicitons...

Alors, reprenons l'initiative, tournons-nous vers les travailleuses, les travailleurs, les jeunes, nos amis, nos proches pour qu'il fasse un geste de solidarité en participant à notre campagne financière.

Pour plus d'informations,

pour nous aider:

<http://npa2009.org/souscription>

## Chroniques municipales

# « Anglet à gauche toute! », une liste de rassemblement anticapitaliste

Avec 39 conseillers municipaux, Anglet est, derrière Bayonne, la 2<sup>e</sup> ville de l'agglomération incluant le BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz). Depuis plusieurs mois, notre comité était en négociation avec plusieurs conseillers municipaux PCF sortants et avec le Parti de gauche. Ces négociations ont finalement abouti à la liste « Anglet à gauche toute », soutenue par le NPA et des militantEs du Front de gauche. Notre camarade du NPA, Claude Larrieu, la conduira.

Une autre partie du PCF a décidé de rester avec Jean Espilondo, le maire PS actuel, et participe donc à sa liste.

### Une charte programmatique

Les trois courants d'« Anglet à gauche toute! » ont rédigé une charte programmatique. Il n'a pas fallu de longues discussions pour la mettre en place. Il y a convergence sur les points essentiels pour faire face aux attaques que subissent les salariéEs, les jeunes, les retraitéEs et les sans emploi. Il a paru nécessaire que se fasse entendre une voix contre les mesures d'austérité qui frappent sans arrêt les classes populaires.

Pour notre liste, le gouvernement Hollande-Ayrault mène la même politique antisociale qu'un gouvernement de droite. La majorité municipale sortante à Anglet soutient cette politique, l'applique, et fait la part belle au privé. C'est pourquoi notre liste se présente à ces élections pour défendre ses idées, en totale indépendance du PS.

Il faut interdire les licenciements, partager le travail entre toutes et tous sans perte de salaire, et augmenter les salaires et les retraites, avec le SMIC à 1600 euros nets. De l'argent, il y a en prenant sur les profits des grandes entreprises et de la finance, en arrêtant les exonérations de cotisations et autres cadeaux faits au patronat.

### Nos priorités municipales

Nos priorités au plan sont celles de la majorité de la population. Le logement social représente à peine 12% du parc immobilier à Anglet. Seulement une demande sur 15 est satisfaite. La situation est dramatique. C'est pour nous l'urgence n°1.

La circulation automobile dans l'agglomération est à un niveau de saturation catastrophique. Il faut revenir en régie publique des transports publics, actuellement sous la coupe de Veolia, développer un réseau propre et mettre en place la gratuité.

Nous sommes partisans de comités de quartier indépendants de la mairie, dotés d'un budget de fonctionnement.

Tout projet important doit être mis en débat puis soumis à référendum.

### La défense des droits démocratiques au Pays Basque

Nous soutenons les ikastolas, écoles associatives en langue basque, et les classes bilingues français/basque dans l'enseignement public.

Nous nous prononçons en faveur d'une consultation de la population sur la création d'une collectivité territoriale, réclamée par une forte mobilisation. Ce serait un premier pas vers la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque.

Nous défendons les droits des prisonnierEs et des exiléEs politiques basques. Il faut en finir avec la répression et les mandats d'arrêt européens. L'heure est à la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit basque.

Telles sont, résumées, les bases politiques de la liste « Anglet à gauche toute! », une liste porte parole du monde du travail, de ses revendications et de ses luttes, une liste résultant du combat quotidien pour la rupture avec le capitalisme, ce système qui mène l'ensemble de la société droit dans le mur.

**Comité NPA-BAB Pays Basque**

<http://angletagauchetoute.unblog.fr>

## Les Nôtres

### Pierre Vautier (1949-2014)

Le rock et la lutte à pleines dents... Pierre est décédé mardi 28 janvier des suites d'un cancer.

Il avait commencé à travailler à 15 ans. En 2004, il était parti en préretraite, faisant valoir ses « droits »: sa dose d'amianté inhalée. Les années précédentes, il avait migré de chantier en chantier, à la construction de frégates à Lorient, du « Charles-de-Gaulle » à Brest, de paquebots à Saint-Nazaire, de navires de toutes sortes aux Ateliers et chantiers

du Havre (ACH), qu'il avait vu fermer. Ce parcours de « nomade de la navale », sous ce statut d'intérimaire qu'il réprouvait tant, fut la « punition », longue de vingt ans, de son engagement auparavant à la tête des travailleurs de l'UIE. Entre 1973 et 1985, sur le front de mer de Cherbourg, ces jeunes ouvriers édifiaient, dans des conditions

dantesques, des plateformes de forage et d'exploitation pétrolière offshore. Les luttes homériques dont le terre-plein des Mielles fut alors le théâtre sont encore là-bas dans toutes les mémoires. On se souvient de cette course à l'échalote par laquelle un huissier de justice, venu constater aux portes une « entrave à la liberté du travail », fut reconduit en ville par le piquet de grève.

Pierrot, tuyauteur de son métier, délégué CGT jamais à court d'audaces, était un orateur hors pair. En plus il était drôle; En plus il était beau. C'est la musique rock, disait-il, mi-rire mi-sérieux, qui l'avait « amené à la révolution » et à rejoindre alors la LCR. À la fin d'un entretien captivant donné

en 2012 au journaliste Gilles Collas<sup>1</sup>, il disait sa fatigue: « Aujourd'hui, je ne suis plus nulle part; j'en ai assez vu, assez entendu. Il arrive un moment, quand on défend des idées, on n'y croit plus. » Mais il s'était réjoui de la candidature de Philippe Poutou, et notre presse était toujours la sienne.

Au funérarium du Nord-Cotentin, Annabelle, la benjamine, pour elle et ses frères Franck et Eddie, avec un allant digne de leur père, le remercia pour les valeurs qu'il leur avait transmises. Nos sincères amitiés à eux et à Claudine, sa compagne.

**Ses camarades**

1 - <http://uneimagejuste.blogspot.fr/2012/11/luttes-ouvrieres-les-souvenirs-de.html>

Littérature



# Le roman noir des « Trente Glorieuses »

Auteur de soixante romans policiers, non sans résonances politiques et dénonciation des vices de cette société, Gérard Delteil publie avec les *Années rouge et noir*<sup>1</sup> un roman politico-social, saga des Trente Glorieuses directement inspirée de faits de cette époque.

**Pourquoi ce livre, contrairement à tes autres ouvrages, n'est ni un polar ni une enquête, et en même temps un peu des deux ?**

C'est un projet ancien que je suis heureux d'avoir pu réaliser, car j'avais des trucs personnels à raconter sur cette époque de 45 à 75 à peu près, notamment sur la guerre d'Algérie. C'est une période assez mal connue par beaucoup, idéalisée, et j'ai voulu montrer certains aspects de la lutte des classes dans ces années-là.

**Est-ce un roman à clé ?**

Oui et non, il y a beaucoup de personnages et leurs noms sont réels. J'ai changé ceux pour lesquels je manquais d'infos sur leur vie privée. Mais on rencontre Frachon, Krasucki, Pasqua, Aragon, Sartre et quelques autres...

**Les Trente Glorieuses méritent-elles vraiment leur nom ?**

Il y a sans doute eu un développement économique, symbolisé par

l'automobile, les HLM, les appareils ménagers, l'aviation, etc. Mais les années d'après guerre ont été très dures : tickets d'alimentation jusqu'en 1949, bidonvilles, misère, violence, et des guerres : Indochine, Algérie et Cameroun dont on ne parle jamais, et où l'armée française a participé à un quasi-génocide contre les Bamilékés. À partir de 54, ça a été la guerre d'Algérie, avec son lot de tortures et de massacres, à laquelle deux millions de jeunes soldats ont participé, marquant toute une génération. En métropole même, la torture était pratiquée contre les Algériens, les passages à tabac par les flics faisaient partie de la vie quotidienne, la violence contre les femmes était ignorée, on ne parlait pas des viols... Certaines entreprises comme Simca avaient mis sur pied de véritables milices pour faire la chasse aux syndicalistes, dont plusieurs ont été assassinés. En 58, après le coup d'État du 13 mai qui devait porter De Gaulle au pouvoir, les militants du PC affrontaient les manifestants de

droite à coups de boulons et de barre de fer. De son côté, l'extrême droite montait des commandos pour agresser les militants ouvriers, les vendeurs de l'*Huma*, les pacifistes...

**Comment situes-tu tes personnages ?**

Il y a trois personnages principaux, qui représentent un peu les composantes politiques de l'époque. D'abord le communiste Alain, et son copain Petit Louis qui finit à la Ligue. Il y a aussi la gaulliste Anne, franchement anti-communiste et militante du SAC. Je me suis attaché à ce personnage dont je suis très éloigné car malgré ses engagements elle ne fait pas toujours les choix que l'époque attend d'elle et réussit à s'affirmer comme femme dans un monde d'hommes. Enfin, inspiré d'un personnage réel, le collabo Bachelli a su, après un peu de prison, se recycler comme « soviétologue » grâce à la guerre froide, gagner une influence considérable et devenir conseiller de Pompidou.

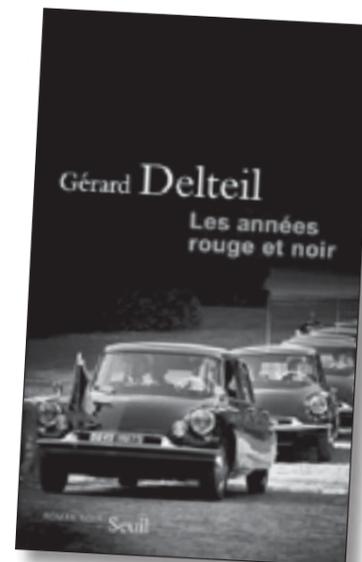
**Qu'est-ce qui est symbolique de cette époque ?**

C'est la violence, il n'y avait pas de chômage, pas de trafic de drogue, mais les rapports de classes étaient d'une violence inouïe, même physique. Les militants de l'époque ont tous des anecdotes de passages à tabac, de prison. Et bien sûr on ne peut pas oublier les massacres : 17 octobre 61, Charonne. Massacres dans lesquels était notamment impliqué le préfet Papon. L'appareil d'État était pratiquement resté en place depuis la période de l'occupation.

**Quelle leçon peut-on en tirer aujourd'hui ?**

Aujourd'hui aussi on vit une période violente, sous une autre forme : chômage, drogue... Il faut se dire que si la bourgeoisie se sent menacée, elle peut revenir aux méthodes qui ont prévalu jusqu'aux années 70, et pire encore... **Propos recueillis par Catherine Segala**

<sup>1</sup> - *Les Années rouge et noir*, Gérard Delteil, Roman noir, Seuil, 2014, 22 euros.



Expo



**Hong InSook, « Les rizières du temps »**  
Galerie Alain Margaron,  
3 rue du Perche, Paris 3<sup>e</sup>,  
jusqu'au 1<sup>er</sup> mars.

**T**u as dit « sérendipité » ?  
- Oui, cette faculté de « faire des découvertes par accident et sagacité » nommée pour la première fois par Walpole en 1754, et dont on n'a cessé ensuite de relever les effets dans les sciences et les arts. - Quel rapport avec cette exposition ? - Dix ans à faire jouer encres et gouaches sur de grandes feuilles de papier, sans crayons ni pinceaux, pas exactement le « ready made aidé », mais « le hasard manipulé », comme dit Hong InSook. Et les résultats sont prodigieux. - À ce point ? - Le prodige, c'est que ces « traces » (les œuvres n'ont pas d'autre titre, exprès) te font voir ce que tu veux, les paysages de Corée où l'artiste a passé son enfance ou tout autre chose... - Alors, comme disait Duchamp, « c'est le regard qui fait le tableau » ? - C'est ça, la « sérendipité » partagée, une expérience à ne pas manquer.  
**P. c. c. Gilles Bounoure**

Essais

## Les droites et la rue, histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours, Danièle Tartakowsky

La Découverte, 2014, 18 euros.

L'auteure, qui a déjà beaucoup travaillé sur les manifestations ouvrières et de gauche, a utilement décidé à réinterroger plus d'un siècle de manifestations de droite, cela à l'issue des huit mois de manifestations contre le mariage pour tous. À la lecture de cet ouvrage érudit, nourri d'épisodes oubliés, on s'aperçoit que la manifestation de rue fait partie intégrante du combat politique depuis fort longtemps. Les réactionnaires, l'église catholique, la droite et l'extrême droite ont organisé des manifestations de rue d'une ampleur exceptionnelle qui ont eu des effets très importants, comme la manifestation gaulliste du 30 mai 1968.

L'église catholique est à l'origine des manifestations de 1906, au moment de la séparation des églises et de l'État, mais aussi contre la prise de distance du Cartel des gauches élu en 1924 avec le Vatican, pour la défense de l'école confessionnelle en 1984, et bien sûr plus récemment contre le mariage pour tous. Pour les nationalistes-patriotes et l'extrême droite réactionnaire, la manifestation de rue, y compris à caractère insurrectionnel comme le 6 février 1934, a toujours fait partie de la panoplie de

leur action. Lors de sa manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, le FN emprunte l'itinéraire qui fut celui des ligues et de l'action française jusqu'en 1935. Dès 1887, les boulangistes manifestent devant l'Assemblée et empêchent l'élection de Jules Ferry. Mais c'est surtout dans les années de l'entre-deux guerres que les organisations extra parlementaires, les ligues, les royalistes et les groupes fascistes, multiplient les actions de rue parfois violentes, jusqu'à l'apogée à partir de janvier 1934, contre le cartel des gauches, et provoquent le retour de la droite à la tête de l'État à la suite du 6 février 1934. Le Front populaire, la grève générale, puis ensuite le rôle de ces courants dans la collaboration, vont limiter leur expression dans la rue. Les mobilisations des petits commerçants poujadistes, puis celles de mai 1958 à Alger, sont les exceptions. La manifestation du 30 mai 1968, qui se déroule sur les lieux du 6 février 1934, clôt ce cycle. Cet ouvrage nous apporte une contribution inhabituelle et très intéressante sur ce qui a évidemment aidé à redéfinir la place de la manifestation dans le système politique actuel.

**Patrick Le Moal**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

## Poste stressante, une entreprise en souffrance, Sébastien Fontenelle

Seuil, 2013, 17 euros.

« Le grand dialogue » ne fut pas le grand pardon. Cette opération, menée par la direction suite à une vague de suicides, a masqué une réalité de plus en plus stressante. On sait ce que les mots cachent dans le monde de l'entreprise. Mis en alerte par un cas de suicide à La Poste, le journaliste Sébastien Fontenelle a rencontré les salariés les plus attaqués, ce fut longtemps le cas des guichetiers, et a découvert aussi la souffrance plus surprenante des managers. Depuis que La Poste est une entreprise concurrentielle, les arrêts maladie pleuvent, les tentatives de suicide explosent, comme à Marseille où Sonia Z. se taille les veines après un retour de congé maladie. La Poste sous le règne de Jean-Paul Bailly, c'est la fin des relais de poste et la modernisation à tout crin. On minimise les effets des nouvelles formes de travail appliquées dans une entreprise publique où le sens de l'intérêt général primait, avant que les missions de banque ou de services ne domine le bureau. La segmentation de l'activité, le chronométrage, les logiciels espions qui détectent uniquement les erreurs et les temps



morts rendent infernale la vie des postiers. Outre la lettre verte, écolo mais qui voyage en avion et camion, les conflits de valeurs explosent au sein de la Banque postale dont la mission était d'ouvrir un compte aux moins riches. De l'usager au client, et des alertes aux suicides, l'auteur examine, sans l'humour ravauteur qui lui est habituel, les intestins de cette grande société que les socialistes ont découpée en morceaux avec la réforme Quilès. Une société devenue anonyme, même pour ses salariés...  
**Christophe Goby**



- FAUVOUR -

L'Anticapitaliste | Libre expression

## “ L'austérité, un danger immédiat pour les collectivités locales et les populations ”

Entretien. Patrick Saurin est porte-parole de SUD BPCE, membre du CADTM et du Collectif d'audit citoyen.



### Comment va se traduire pour les collectivités locales l'objectif gouvernemental de 15 milliards d'économie mis en avant par le gouvernement ?

Avec le budget 2014, les collectivités locales verront leur dotation globale de fonctionnement amputée de 1,5 milliard, dont 840 millions d'euros pour les communes et leurs groupements, 476 millions d'euros pour les départements et 184 millions d'euros pour les régions. De plus, les remboursements effectués par l'État sur la TVA payée par les collectivités locales sur leurs investissements ne prendront pas en compte l'augmentation du taux prévue en 2014, ce qui pourrait représenter une perte supplémentaire de 200 à 250 millions d'euros.

À l'instar de l'État, ce sont tous les acteurs publics locaux, collectivités, établissements publics (les hôpitaux en particulier), organismes de logement social qui sont sollicités pour prendre en charge une large part de la socialisation des pertes des banques et du manque à gagner de la fiscalité. Ce coût va bien au-delà du 1,5 milliard de dotation supprimé, car il faut ajouter à cette somme un surcoût annuel de 1 milliard d'euros réglés directement aux banques par les acteurs publics locaux au titre des prêts toxiques.

Concrètement cette politique d'austérité se traduit par des plans draconiens de suppressions d'emplois. Dans les collectivités locales, Jean-Marc Ayrault et son gouvernement envisagent l'instauration de plafonds d'emplois territoriaux. Dans les hôpitaux publics, ce sont plus de 20 000 emplois, l'équivalent de la population totale de la ville de Cahors, qui ont été supprimés en 2013, et 15 000 autres emplois, l'équivalent de la population totale de Brignoles, devraient disparaître en 2014. C'est la même logique destructrice d'emplois et de lien social que celle qui est à l'œuvre dans la sphère privée. Ainsi, les banques ont largement fait payer le prix de la crise à leurs salariés : entre 2008 et 2012, par exemple, le groupe BPCE a détruit plus de 11 000 emplois, soit une diminution de 8,9% de l'effectif total.

Enfin, cette détérioration touche également le secteur de l'habitat, puisque le nombre de logements sociaux diminue de façon régulière depuis 2010. En 2012, 102 000 logements sociaux seulement ont été financés sur les 120 000 prévus (le programme du candidat Hollande avait fixé un objectif de 150 000 logements sociaux par an).

La fusion ou la suppression de collectivités sont une autre façon de faire

des économies d'échelles, notamment en matière d'emplois, mais avec pour contrepartie une moindre proximité des services publics et une dégradation de la qualité du service rendu aux usagers. Par ailleurs, une diminution des investissements des collectivités aurait des conséquences désastreuses car elles assurent en France plus de 70% de l'investissement public national et font vivre de très nombreuses entreprises.

### Que se passe-t-il du côté de la dette des collectivités locales ?

Même s'il a augmenté en 2012 par rapport à 2011 et 2010 en atteignant près de 18 milliards d'euros, le recours à l'emprunt reste sensiblement inférieur à celui d'avant la crise. On observe en cette matière un changement important : les banques se désengagent et laissent le champ libre aux marchés financiers. En 2012, les collectivités locales ont levé 2,5 milliards d'emprunts obligataires, trois fois plus qu'en 2011. Une note rédigée à la demande de Mme Bresso, présidente *ad intérim* de la commission *ad hoc* temporaire sur le budget de l'UE, intitulée « impact de l'austérité budgétaire sur les finances et les investissements locaux », a souligné il y a quelque temps les dangers que font courir aux collectivités publiques européennes les politiques d'austérité actuellement mises en œuvre.

### Enfin, les collectivités locales sont victimes de la politique générale d'austérité conduite, non seulement en France mais en Europe ?

Le choix de l'austérité met effectivement en danger les acteurs publics locaux et leurs missions au service de la population. En fait, ce choix appliqué partout en Europe a des effets désastreux à tous les niveaux. La réduction des dépenses publiques a des conséquences extrêmement dommageables en matière d'emploi, d'éducation, de santé, de logement, de justice et même d'accès à la nourriture et à l'eau. Ainsi, pour ne prendre que deux exemples, aujourd'hui en Grèce 10% des enfants souffrent de malnutrition et en Irlande une partie de la population a des difficultés d'accès à l'eau potable. Ce bilan désastreux a été dressé par Nils

Muiznieks, le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dans un rapport de novembre 2013 intitulé, « Safeguarding human rights in time of economic crisis », « Préserver les droits de l'homme en temps de crise économique ».

### Il faut donc des orientations radicalement différentes ?

Une réforme fiscale radicale est absolument nécessaire. Il est urgent de mettre un terme à la fraude et à l'évasion fiscale et de taxer le capital des grosses sociétés et celui des grandes fortunes privées largement exonérés jusque-là. Cette réforme doit s'accompagner d'une plus juste répartition de la valeur ajoutée, donnant au travail la part qui doit lui revenir. La réduction significative du temps de travail pour partager le travail entre tous est une autre mesure indispensable. La socialisation de l'intégralité du système bancaire est une autre priorité. Enfin, la production doit être réorientée vers la transition écologique, et le développement d'activités socialement utiles doit remplacer au plus vite le mode de production calamiteux que nous connaissons aujourd'hui, uniquement motivée par le profit, et dont les effets délétères sont la mise à sac des ressources et de l'écosystème de la planète, l'exploitation et l'aliénation des individus, avec pour toile de fond la marchandisation toujours plus étendue des relations sociales. Plus que jamais, le refus de l'austérité et la mise en œuvre d'une autre politique exigent un vaste mouvement social et citoyen solidaire, unitaire et déterminé dépassant le cadre des frontières. Chaque jour qui passe, la nécessité de changer de système apparaît de plus en plus impérieuse et fait aujourd'hui de l'anticapitalisme non pas un choix parmi d'autres voies, mais le passage obligé qui exige l'engagement de chacun.

Propos recueillis par Henri Wilno

1- Impact de l'austérité budgétaire sur les finances et les... - Toad <https://toad.cor.europa.eu/ViewDoc.aspx?doc...ad...budget...>  
2- <https://wcd.coe.int/com.instranet.InstranetServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=2429572&SecMode=1&DocId=2099360&Usage=2>

## La rédaction s'agrandit

PEYO EXPOSÉ DE SON LOGEMENT  
LE 9 FÉVRIER 2014



- FAUVOUR -

# Vu ailleurs

Les Echos

16 MILLIONS D'EUROS EN LIQUIDE. Denis

Gautier Sauvagnac (DGS), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), a été condamné hier par le tribunal correctionnel de Paris à trois ans de prison, dont un an ferme, et 375 000 euros d'amende dans le cadre du procès de la fameuse « caisse noire » de l'UIMM. Le procureur avait requis en octobre dernier deux ans d'emprisonnement avec sursis et 250 000 euros d'amende à son encontre. Denis Gautier Sauvagnac a été reconnu coupable d'abus de confiance et de travail dissimulé pour des compléments de salaires non déclarés versés à certains de ses collaborateurs. La précision des sommes versées dans ce dernier cadre, à l'euro près, contraste fortement avec le flou qui continue de persister sur le détail des 16 millions d'euros sortis en liquide de 2000 à 2007 des caisses de l'Epim. Cette structure d'entraide avait été créée par l'UIMM en 1972 pour assurer une forme de « régulation sociale », comme l'a justifié DGS. Une argumentation qui n'a pas convaincu le tribunal. « Contrairement à ce que soutient Denis Gautier-Sauvagnac, les conséquences de ces pratiques ne concourent pas à une meilleure régulation de la vie sociale mais concourent à alimenter les soupçons de financements occultes des partis politiques, d'achats de parlementaires, d'achat de la paix sociale, d'enrichissement personnel », indiquent les attendus du jugement. [...] Denis Gautier Sauvagnac a toujours choisi de se taire pour éviter « un grand déballage » contraire à « ses valeurs ». Et afin de ne pas jeter le discrédit sur les bénéficiaires des sommes.

Marie Bellan, « Lourdes condamnations pour la "caisse noire" de l'UIMM », les Échos, mardi 11 février 2014.

## S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org